

**RECHERCHES  
LIBERTAIRES**

---

---

SOMMAIRE

---

---

Psychanalyse et révolution	par Gérard Gilles
Travail intellectuel, travail manuel	par Claude Faure
Evolution du syndicalisme	par Claude Faure
Le syndicalisme en question	par Michel Hirtzler
Gustav LANDAUER	d'après Anarchy 54
Karl KORSCH	par P.Mattick

Le numéro 2 paraîtra fin janvier 1967 avec notamment:

L'anarchisme et la vie des idées	par René Forain
Psychologie et anarchisme	par J.Lambinet
A propos de Georges Bataille	par Gérard Gilles
Bureaucratie et technocratie	par Michel Moché
Thèses sur la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme	par Anton Pannekoek

et surtout , vos contributions à cette recherche commune.

VOIR AU VERSO CE QUE VEUT ETRE RECHERCHES LIBERTAIRES ==>

## PRESENTATION DE "RECHERCHES LIBERTAIRES"

Ce bulletin a l'ambition d'être le support d'une véritable discussion théorique au sein du mouvement anarchiste. Si nous ressentons le besoin de cette discussion, c'est que nous constatons que les anarchistes sont bien souvent désarmés lorsqu'il s'agit de faire une analyse politique ou lorsqu'il faut se situer par rapport à certains mouvements, comme, par exemple, l'existentialisme, le surréalisme, le situationisme. L'analyse se trouve bien souvent escamotée par une méconnaissance des faits et des idées, ce qui conduit à un rejet ou à un engouement aussi factices l'un que l'autre.

Nous pensons qu'un examen des différents mouvements et des idées propres au XX<sup>e</sup> siècle doit précéder toute analyse politique. C'est pourquoi nous nous attachons, dans le premier numéro, à quelques thèmes qui nous paraissent essentiels : psychanalyse, marxisme-anarchisme, syndicalisme. Cette liste n'est nullement close. Nous pensons que l'élargissement du cercle de discussion amènera d'autres thèmes tout aussi essentiels.

La discussion qui doit s'engager à travers ces questions ne peut être le fait d'un petit groupe, aussi bien pour des raisons pratiques évidentes que pour des raisons théoriques : toute discussion limitée à un petit cénacle aboutit au dogmatisme et au court-circuitage d'une partie des problèmes. C'est pourquoi ce bulletin, APRES UNE PERIODE D'ESSAI DE TROIS OU QUATRE NUMEROS, NE CONTINUERA QUE SI LES LECTEURS EN DEVIENNENT LES REDACTEURS. Ceci devait être dit dès le départ.

Nous avons précisé, dans une circulaire, qu'il n'y aurait aucune censure. Il est cependant évident que, pour des raisons matérielles, une priorité sera donnée aux articles qui apporteront des éléments aux discussions en cours. Une discussion est d'abord un échange. Il serait peu efficace que chacun exprimât ses idées sans tenir compte de celles des autres. Le but de ce bulletin est d'arriver à des synthèses qui permettent alors de s'exprimer vers l'extérieur.

Dans ce numéro, nous présentons un travail de caractère historique, consacré à Landauer. Nous pensons que d'autres travaux de ce genre seront faits et que la documentation ainsi réunie trouvera sa place dans des brochures spéciales, - le présent bulletin restant réservé aux discussions théoriques.

Décembre 1966

## PSYCHANALYSE ET REVOLUTION

Notes de lecture sur "EROS et CIVILISATION", de H. Marcuse  
et "EROS et THANATOS", de O. Brown

Un biographe de Freud raconte que celui-ci, débarquant aux Etats-Unis, aurait déclaré à un ami qui l'accompagnait : "Nous leur apportons le poison". Paroles qui semblent prophétiques quand on découvre les ravages que fait aujourd'hui la psychanalyse dans ce pays. Elle a échappé aux psychiatres, à qui elle était primitivement destinée, pour tomber entre les mains de tous, y compris de gens dont on peut se demander en quoi cet instrument peut leur être utile, tels les sociologues marxistes ou les théologiens protestants, - ce qui nous a valu les deux ouvrages traduits en français qui sont l'objet de la présente critique.

Malgré les horizons différents d'où sont issus les auteurs, ces deux ouvrages sont à mettre en parallèle. Ils ont en commun d'être fondés sur une incompréhension fondamentale du sens profond de la psychanalyse dont ils ne retiennent que des aspects parcellaires érigés au rang de dogme (1) et de préparer une philosophie de l'histoire radicalement utopique au prix d'une identification mythologique entre névrose et histoire. "L'histoire est la névrose de l'humanité" (O. Brown), d'où il découle que la fin de la névrose est la fin de l'histoire, fin de l'histoire qui s'identifie chez l'un (O. Brown) à la fin du monde et la résurrection des corps des chrétiens, et chez l'autre (Marcuse), à la fin de l'histoire par l'avènement de l'âge d'or communiste.

Enfin, ces deux ouvrages tendent, non à une authentique synthèse, mais à une identification dogmatique du marxisme et de la psychanalyse, l'une et l'autre doctrines réduites à des systèmes abstraits et dogmatiques. Une telle fusion, totalement désincarnée, est évidemment sans portée pratique, aucune solution n'étant introduite au problème pratique : comment amener cette fin de la névrose - fin de l'histoire - à moins de faire confiance à l'évolution inéluctable de l'histoire, comme le croient certains marxistes (Marcuse est-il de ceux-là ?), ou à Dieu.

Ne croyant ni à l'histoire ni à Dieu, nous en sommes réduits à nous interroger sur les moyens.

L'ouvrage de Marcuse est construit autour d'une critique d'un article de Freud intitulé "Malaise dans la civilisation". Si l'on en croit Marcuse, Freud opposerait, dans cet article, les instincts humains, appelés par ailleurs des Es, que l'on traduit couramment par le ça ou par le latinisme Id, à la civilisation ou la culture (le mot allemand die Kultur ne distinguant pas ces deux significations, la culture exigeant le refoulement des instincts du ça et leur sublimation).

On sait que Freud a opposé deux sortes d'instincts. Dans ses premières oeuvres, il distingue les instincts ou pulsions (Trieb) sexuels orientés vers autrui et les instincts égoïstes orientés vers soi-même. Dans une deuxième partie de son oeuvre, il distinguera la sexualité ou

Eros, dans laquelle sont compris les instincts égoïstes ou narcissiques et les instincts de mort ou Thanatos. Dans cette deuxième conception, l'Eros représente un principe de conservation du moi (narcissisme) et de l'espèce (sexualité au sens premier) et le Thanatos un instinct d'autodestruction et d'agressivité, les deux catégories pouvant se combiner dans la problématique du sadomasochisme.

D'autre part, Freud décrit l'homme dans une perspective historique dynamique et structurale. Perspective historique : l'homme, au cours de son enfance, passe par divers stades appelés oral, anal, phallique, oedipien, génital, ce dernier correspondant à l'adulte sain.

Perspective structurale : là encore, deux conceptions se superposent. Le premier Freud décrit l'âme humaine comme une conscience flottant à la surface d'un inconscient. Entre les deux structures siège "la censure", formation empêchant les contenus inconscients de pénétrer la conscience autrement que sous forme de rêves, d'actes manqués, de symptômes névrotiques ou de délires, hallucinations et autres phénomènes morbides que la méthode psychanalytique permet d'interpréter et, par là, de tourner les résistances de la censure par des procédés que nous n'abandonerons pas ici et qui relèvent de la technique psychothérapique. Le second Freud décrit au centre le moi, partie conscient, partie inconscient, assiégé par les forces contradictoires des instincts du ça et d'une instance répressive, le surmoi, représentant de la morale inculquée à l'enfant. Le moi se défend, tant du ça que du surmoi et tente de s'adapter à la réalité tout en conciliant les exigences contradictoires du ça et du surmoi. Des rapports de ces trois instances, dépend l'état mental du sujet.

Enfin Freud distingue ce qu'il appelle les principes ; le principe de plaisir qui gouverne la vie du nourrisson, dans sa première conception, principe de la satisfaction immédiate du désir selon le schéma "pulsion insatisfaite entraîne tension douloureuse" (faim, désir sexuel). La satisfaction du désir entraîne le retour à l'équilibre plaisir. A ce principe s'oppose le principe de réalité qui gouverne la vie adulte : la vie ne permet pas la satisfaction immédiate du désir. Cette satisfaction s'adapte à la réalité, soit en différant la satisfaction, soit en satisfaisant le désir sur un mode imaginaire, soit encore en déplaçant le désir satisfait symboliquement (par exemple, un désir sexuel sera satisfait par des moyens en apparence fort éloignés de la sexualité, tel qu'activités sociales, intellectuelles, artistiques, - c'est la sublimation), soit par un symptôme névrotique ou un comportement pathologique. Le second Freud introduit un troisième principe en relation avec l'instinct de mort, le principe de nirvana qu'on peut définir comme une recherche de la cessation de toute excitation (2).

En relation avec ces schémas, nous pouvons définir les thèses de Marcuse et Brown. Pour Marcuse, le principe de réalité, contrairement à ce que croyait Freud, n'est pas obligatoirement répressif et là se révèle le marxiste. C'est la société contemporaine qui fait que le principe de réalité s'oppose au principe de plaisir et il peut exister des sociétés où ces deux principes ne s'opposent plus. Là, l'analyse de Marcuse isole un aspect simplifié de la doctrine de Freud. Replacé dans son contexte, le système des principes ne peut être interprété de la sorte. Pour Freud, le passage de la domination

du principe de plaisir au principe de réalité n'est pas simplement dû au fait que l'homme vit dans telle ou telle forme sociale, mais est une nécessité du passage de l'état infantile à l'état adulte. Ceci est évident si on considère ce que Freud entend par sexualité ou Eros et instinct de mort ou Thanatos.

Le nouveau né a une sexualité INDIFFÉRENTIÉE : tout le corps est à la fois organe sexuel et objet sexuel. Le plaisir alimentaire, ou satisfaction de la faim, rend prédominant chez le nourrisson la zone buccale, d'où le nom de stade oral. Ensuite, à l'âge de l'apprentissage de la propreté, la zone anale devient prépondérante... C'est seulement à la puberté que l'appareil génital devient prépondérant et que l'objet désiré se stabilise, soit une personne du sexe opposé, soit une personne du même sexe, soit le propre corps (hétéro, homo ou auto-sexualité), tandis que la part d'énergie sexuelle, ou libido, non investie dans le comportement génital est sublimée ou transformée en symptôme névrotique chez le malade (3).

Un principe de réalité non répressif est une absurdité, non seulement sociale mais physiologique. Marcuse, sociologue marxiste, a commis l'erreur commune à la plupart des savants de sa discipline, de négliger l'aspect biologique du problème. Il a oublié que l'individu est un corps soumis à une évolution biologique et non seulement à des rapports sociaux.

L'erreur implicite de la thèse de Marcuse devient explicite chez O. Brown qui exprime clairement l'absurdité à laquelle conduit le raisonnement de Marcuse : le but de l'homme est d'être un enfant.

O. Brown reprend, des idées de Freud, l'opposition entre Eros et Thanatos, sexualité et instinct de mort, et centre son analyse sur le problème de l'analité. Pour lui, l'histoire est une névrose et le stade capitaliste de l'histoire correspond au stade anal de Freud (4). On sait que le stade anal se situe au moment où l'enfant apprend la propreté et qu'à des fixations et régressions vers ce stade anal du développement correspondent une structure névrotique, la névrose obsessionnelle, un type de personnalité dit caractère anal, caractérisé par des soucis exagérés d'ordre de propreté et l'avarice. Freud y rattache même les perversions sexuelles sadiques et masochistes et certaines formes d'homosexualité.

On comprend aisément, dans cette perspective, le rattachement du capitalisme à une problématique anale ; dans la symbolique freudienne l'argent symbolisant la merde, accumulation du capital symbole de rétention, le souci de l'ordre se traduisant en politique par l'ordre bourgeois : état répressif, police, légalisme... ; la problématique sado-masochiste par la guerre impérialiste, la problématique homosexuelle par l'attitude sexuelle de la morale bourgeoise : à la fois mépris de la femme et répression violente des actes homosexuels, cette double attitude aboutissant en fait à une répression de toute espèce de sexualité qui atteint son sommet dans le puritanisme, forme religieuse liée à l'épanouissement du capitalisme dans sa forme ascendante.

Jusqu'ici nous pouvons suivre O. Brown, en lui reprochant simplement la forme trop abstraite et dogmatique de son exposé par trop détaché de l'histoire empirique. Sa thèse n'est pratiquement illustrée

que par deux exemples : l'étude du problème anal chez Luther et chez Swift.

Cette thèse psychanalytique du capitalisme s'intègre dans une vision plus vaste de l'histoire connue comme une lutte manichéenne des deux principes de vie et de mort. Là encore, cette interprétation est parfaitement acceptable si on la considère comme une vision partielle de l'histoire vue sous l'angle particulier de la psychanalyse et n'excluent pas d'autres interprétations. L'histoire étant un phénomène humain, toute méthode qui permet de connaître un aspect quelconque de l'homme est applicable à l'histoire à condition de ne pas en faire une méthode exclusive. La réalité est en effet infiniment riche et complexe. La sexualité et l'instinct de mort étant des forces agissant en tout individu, ont leur place dans l'explication des phénomènes historiques. Mais O. Brown, hélas, non content d'avoir apporté une contribution à la philosophie de l'histoire, semble croire qu'il détient une clé universelle et finit, emporté par sa dialectique et se souvenant de ses origines chrétiennes, par sombrer dans l'utopie la plus absurde et quasi-délirante.

Constatant, comme Marcuse, que l'évolution de l'individu aboutit à la répression des instincts primitifs, d'une part, et au conflit des instincts de vie et de mort, d'autre part, ayant identifié, à la suite de certains psychanalystes, névrose et stade génital, ayant démontré qu'on pouvait décrire l'histoire comme une névrose, O. Brown va proposer un moyen des plus simplistes de supprimer tous ces conflits, de guérir la névrose, de finir l'histoire, de réconcilier Eros et Thanatos. Il faut, et il suffit, que l'homme reste un enfant soumis au principe de plaisir. Reprenant un mot de Freud, il sera un pervers polymorphe à la sexualité non génitale et même antérieure au stade anal, car, selon lui, c'est à ce stade que l'instinct de mort se fixe sur autrui, d'où l'agressivité et la peur de mourir. Pour l'auteur, arrêtons l'évolution avant ce stade et l'homme vivra heureux, satisfaisant ses instincts indifférenciés et animé du désir de mourir qui lui fera, non seulement accepter joyeusement, mais désirer, le vieillissement et la mort finale.

Là encore, notre bon apôtre a oublié que ce n'est pas la société qui fait passer l'homme du stade de nouveau-né au stade adulte, mais son évolution biologique, et que le milieu familial et social ne fait que conditionner cette évolution vers une structure particulière de la personnalité, évolution dans laquelle intervient tant les conditionnements physiologiques que sociaux, sans oublier les choix personnels de la liberté de l'individu. Un être pour qui tout conditionnement social serait supprimé deviendrait tout simplement un animal, si seulement il survivrait. Le retour à l'animalité, c'est d'ailleurs ce que parfois semble proposer O. Brown quand il écrit que, chez l'animal, les instincts de vie et de mort ne s'opposent pas mais s'harmonisent. Quant aux moyens de réaliser ce but, eh ! bien, faisons confiance à Dieu. N'est-il pas parlé, dans la Bible, de la résurrection des corps et du paradis terrestre !

x  
x x

Après avoir éreinté ces deux ouvrages, je voudrais terminer en esquissant une contribution libertaire à la solution du problème, posé

par Freud, du conflit entre les instincts (de vie et de mort) et la civilisation. Pour nous, dont le réalisme a toujours été un trait dominant, il convient d'abord de rejeter toute solution utopique et de partir d'une analyse de l'homme réel : un individu évoluant de sa naissance à sa mort et engagé dans une société elle-même historique, évoluant depuis l'apparition de l'homo sapiens sur cette terre vers un destin imprévisible dans un avenir lointain.

Nous savons, par la science biologique, que l'évolution est irréversible, que l'homme ne reviendra pas à l'animal et qu'un enfant est destiné à devenir un adulte, puis à vieillir plus ou moins rapidement et à mourir, du moins dans l'état actuel des sciences biologiques et de la médecine, et que la sexualité génitale est nécessaire à la reproduction des individus. Sur le plan de l'espèce, il importe peu qu'une fraction seulement des individus se reproduisent, mais il est nécessaire qu'au moins un certain nombre d'individus le fassent. Pour aboutir à une solution du problème, il est indispensable de l'aborder par une toute autre méthode que Marcuse ou O. Brown.

Freud a découvert un certain nombre de faits : la sexualité infantile, les tendances destructrices, l'importance des problèmes sexuels et de l'agressivité dans la formation des névroses, l'importance de l'enfant dans la formation de la personnalité... A partir du matériel fourni par l'analyse des névroses selon sa méthode de psychanalyse, mise au point empiriquement, il a tenté d'édifier un système (nous dirions, aujourd'hui, des modèles) du psychisme humain. Influencé par les idées de son époque, il a bâti un système d'énergies, d'instincts, de principes, qui a évolué au cours de son oeuvre pour aboutir au système des instances. Nos auteurs sont partis du système qu'ils ont encore simplifié et schématisé, pour raisonner à partir de ces schémas élémentaires sans se soucier des faits.

Or, dans l'oeuvre de Freud, s'il y a quelque chose à rejeter, c'est justement le système. A la lumière des découvertes de la psychanalyse contemporaine, on doit s'en débarrasser définitivement pour revenir à l'homme concret, l'individu, unité indivisible d'un corps et d'une conscience en situation dans son monde, monde matériel et monde social dans lequel se déroule son existence (5). Le problème est singulièrement déplacé. Il ne s'agit plus d'un conflit entre des abstractions que sont les instincts et la civilisation, mais du conflit entre l'homme réel, total, et une structure sociale concrète qui agit sur lui, tant par son idéologie que par des pressions beaucoup plus palpables. La solution du problème apparaît donc évidente : c'est celle du problème de l'aliénation de l'individu dans une structure sociale oppressive.

Ce n'est ni en retournant à l'enfance, ni en revenant à l'animalité, que le conflit trouvera sa solution, mais en supprimant l'exploitation et l'autorité par des voies révolutionnaires que l'aliénation sociale disparaîtra.

Ce qu'il s'agit de libérer, c'est la spontanéité créatrice de soi et du monde de chaque individu, c'est-à-dire qu'il faut permettre à l'individu adulte de réaliser librement l'ensemble des projets qui constituent son être dans une relation non oppressive avec autrui, et permettre à l'individu immature, l'enfant, de se créer librement selon son dynamisme propre, dans l'harmonie entre ses déterminismes indivi-

duels et le jaillissement de sa liberté personnelle, et non selon des modèles imposés par une morale autoritaire. En un mot, la solution du problème est dans l'instauration de l'anarchie.

Les découvertes de la psychanalyse de Freud, si on les replace dans leur dynamisme évolutif, éclairées à la lumière des progrès accomplis par la psychologie depuis la mort de Freud, conduisent inévitablement à cette conclusion. Des psychanalystes venus après Freud, il semble que seul son disciple et ami Wilhem Reich ait vraiment compris la portée révolutionnaire de l'oeuvre du maître de Vienne et, jusqu'à ce jour, les seules synthèses de la psychanalyse et du socialisme révolutionnaire restent, d'une part, l'économie sexuelle de Reich, et, d'autre part, celle d'un mouvement extra-scientifique mais puissamment libertaire : le surréalisme, André Breton, poète et révolutionnaire intransigeant, ayant très tôt compris tout le parti que la cause de la liberté pouvait tirer de la psychanalyse et, plus tard, de certains aspects de l'oeuvre de Marx remaniée par la confrontation avec la pensée de ces grands libertaires que furent Stirner et Nietzsche.

Gégard GILLES

(T.A.C.)

- 
- (1) Alors que Freud fût toujours un empirique, modifiant sans cesse ses conceptions en fonction des données de la clinique psychiatrique.
  - (2) Je renvoie le lecteur, qui désirerait approfondir ces questions, à l'oeuvre de Freud ou du psychanalyste de son choix, ce résumé étant des plus schématisques.
  - (3) Rappelons que la puberté est soumise à un déterminisme hormonal et son social.
  - (4) Là encore, je renvoie le lecteur à Freud, pour la définition des termes, afin de ne pas trahir sa pensée en lui attribuant mes interprétations personnelles, me contentant de quelques idées schématisques.
  - (5) Je reviendrai, dans un prochain article, sur ce que j'entends par individu.

TRAVAIL INTELLECTUEL ET TRAVAIL MANUEL.

Ceux qui abordent la question tentent généralement d'en faire une approche analytique dans laquelle ils essaient, en premier lieu, de définir séparément le travail intellectuel et le travail manuel. Ils se risquent, pour chacun des deux concepts, à en dessiner les contours, les caractéristiques.

Comme ils n'y parviennent généralement pas, ils admettent qu'il est évidemment délicat de savoir, à la limite, ce qui est du ressort de l'intellectuel et ce qui est du ressort du manuel, restant tout de même persuadés que, pour l'ensemble, la séparation est vraie, justifiée.

A notre avis, ce mode d'analyse statique et séparatif est erroné. Il faut lui préférer une analyse dynamique et dialectique.

UN PAUX PROBLEME.

"La limite est nécessairement incertaine et n'est pas définissable exactement. On peut imaginer que les deux sphères se coupent l'argument, de sorte que la zone frontière entre les deux caractéristiques de travail est occupée simultanément par l'un et par l'autre : le travail manuel effrange le travail intellectuel et vice-versa" (1).

Voilà qui résume parfaitement la pensée de ceux qui admettent que les deux visages du travail peuvent être vus séparément.

Les sphères du travail intellectuel ou manuel ne s'effrangent pas, ne se coupent pas, même largement ; elles se superposent parfaitement. Mieux, elles se pénètrent, s'échangent, et ce dans leur totalité. Elles sont dialectiques en ce sens. L'une n'a d'existence que par rapport à l'autre et que par l'autre, dans le même temps et dans le même espace que l'autre. Il est vain de vouloir séparer une sphère de l'autre, car il n'y a pas deux sphères mais une seule : celle du travail.

Utiliser une méthode analytique n'est valable que si l'on ne perd pas de vue le substrat réel de la question et que si l'on s'y rapporte toujours. Sinon, l'analyse atomise les parties qu'elle dégage, ce qui conduit inévitablement à des conclusions fausses puisque le sujet ne se réfère plus à l'objet étudié (le travail) mais aux sphères délimitées (donc restrictives) par l'analyse.

Tenter de dissocier le travail manuel du travail intellectuel est absolument vain car il y a toujours un mélange d'intellectualisme et de manuel. Ce que nous pouvons affirmer, par contre, c'est que certains travaux sont à prédominance intellectuelle et que d'autres, au contraire, sont à prédominance manuelle. C'est seulement à cette notion qu'il convient de se référer lorsque l'on entend désigner (et non classer) le travail.

Les deux exemples qui suivent, choisis parmi les extrêmes pour être tout-à-fait caractéristiques, éclairent ce qui vient d'être dit :

-La fonction de l'éboueur est dite "manuelle". Elle est, en apparence dénuée d'intellectualité. Ce travail consiste en effet à prendre un objet, à le porter, à le vider puis à le ramener à son lieu primitif, et ce maintes et maintes fois par jour. Or, qu'est-ce qui dirige l'action de ce travailleur, qu'est-ce qui l'amène à verser le contenu de la poubelle dans le camion et non hors de celui-ci, qu'est-ce qui fait que l'éboueur jette le contenu seul et non pas son emballage ? Qu'est-ce tout cela, si ce n'est de l'intelligence ? L'acte manuel de travail n'est possible que parce qu'il est sous-tendu par une démarche discursive intelligente. La preuve en est que l'animal, qui, lui, est dénué d'intelligence conceptuelle, n'est pas à même d'effectuer le travail de l'éboueur.

-La fonction du médecin, elle, est dite "intellectuelle". Pourtant le médecin doit prendre son stylo pour rédiger l'ordonnance, faire la piqûre au malade, se déplacer d'un patient à l'autre. Il allie, à sa connaissance théorique, l'acte pratique. Une intelligence ne peut pas ne pas se matérialiser si elle désire se reconnaître. Celui qui conçoit est nécessairement amené à énoncer et le fait d'énoncer, de concrétiser, est un acte manuel.

#### ORIGINE DES VALEURS ADMISES.

Force nous est de reconnaître qu'il y a dans notre société une hiérarchisation du travail et qu'au sommet se trouve, d'une façon générale, le travail à tendance intellectuelle. Ce n'est pas là, toutefois, une règle absolue, comme nous allons le voir.

Pourquoi et comment une telle hiérarchisation s'est-elle imposée dans le monde du travail ? Elle émane essentiellement de deux causes : l'une relative à la structure sociale, l'autre économique.

Avant d'être directeur technique ou commercial de son entreprise, l'entrepreneur a été propriétaire. D'abord propriétaire oeuvrant lui-même au processus de fabrication, il a dû, pour s'adapter, se spécialiser et, pour cela, acquérir des connaissances. Du rôle de réalisateur, il est passé à celui d'organisateur. Son travail est passé du "manuel" à "l'intellectuel". En continuant l'analyse historique, nous le voyons même perdre son autonomie, non seulement sur le plan financier mais dans le cadre de ses fonctions. Il devient unité au sein d'un groupe. Mais peu importe les modalités de l'association économique. L'essentiel est que son rôle de travailleur "intellectuel" s'accompagne de celui de responsable face au groupe (entreprise ou Etat) qui l'emploie. Le travailleur dit "intellectuel" devient celui qui crée au service du groupe. Celui-ci le pose au pinacle, non pour son rôle de réalisateur conscient mais pour la puissance qu'il en reçoit et les profits qu'il en retire. Et nous pensons que cette dernière remarque est vraie quelle que soit la forme du travail dit "intellectuel".

En définitive -- et c'est-là la cause qui se rattache aux structures

sociales - il y a complicité avec le propriétaire de l'outil de production. L'intellectuel est, comme nous venons de le voir, au service du groupe pour lequel il travaille. Plus qu'au service, il en est le promoteur, volontaire ou non. De son efficacité dépend le développement du groupe employeur et l'accroissement de ses profits. Le travailleur intellectuel devient alors un associé, un collaborateur essentiel et, en tant que tel, sa rémunération se doit d'être conséquente.

La seconde cause de la hiérarchisation est, nous l'avons dit, économique. Pour le travail comme pour tout bien économique, joue la loi de l'offre et de la demande. L'intellectuel n'étant pas en abondance, présentement, par rapport à la demande croissante, on se l'accapare au moyen de transactions financières. Le travailleur manuel, lui, étant aisément substituable, on l'obtient à moindre prix.

C'est un état de fait général mais qui, s'il advenait demain que le travailleur manuel soit une denrée rare, se retournerait. Les termes de la proposition se renversant, leur effet se renverserait aussi. On peut d'ailleurs observer dès maintenant qu'une fonction comme celle de carrelleur (qui est dite "manuelle") bénéficie de salaires relativement élevés parce qu'il y a rareté de l'ouvrier. Inversement, et pour la même raison, la fonction de l'employé de bureau (réputée non manuelle) est mal rémunérée parce qu'il y a pléthore d'employés.

#### POINT DE VUE LIBERTAIRE.

Nous contestons toute discrimination entre les fonctions. Il n'y a pas des fonctions "nobles" et des fonctions "plébéiennes". Certes elles sont différentes les unes des autres, elles mettent en oeuvre des proportions différentes de leurs composants intellectuels et manuels, mais, dans la mesure où elles concourent à produire des biens ou des services reconnus nécessaires, c'est-à-dire des biens et des services répondant à un besoin, elles se situent socialement sur un même plan de valeur. Elles sont équivalentes dans leur différence et malgré leurs différences.

A l'échelle verticale, qui est la représentation généralement admise, nous substituons une échelle horizontale sur le plan de l'utilité avec, à une extrémité, le travail à prédominance intellectuelle et, à l'autre, le travail à prédominance manuelle.

Le savant à son microscope n'a d'existence que par l'ouvrier qui a fait le microscope. Il faut au chirurgien un bistouri.

Il est manifeste qu'au sein d'une société (quelle qu'elle soit et quelle qu'en soit la forme) toutes les fonctions ont la même valeur sociale. Si l'une est brusquement stoppée, si un maillon disparaît, l'essentielle de la chaîne du travail est rompue.

Une fois la valeur égalitaire sociale du travail reconnue, la seule démarche logique consiste à admettre comme juste l'égalité des rémunérations. A fonctions égales, rémunérations égales. En tout cas

nul ne peut prétendre fonder sa lutte pour une société sans classe s'il n'a préalablement reconnues comme valables les remarques qui précèdent de même que leur conséquence.

Cette question est probablement l'une des moins débattues au sein des organisations révolutionnaires. Il ne va pourtant pas de soi, il n'entre pas immédiatement dans les esprits, qu'il y ait forcément identité entre le concept de société sans classe et celui d'égalité des rémunérations, avec les options de principe que suppose cette égalité. Il est même fréquent, lorsque l'on aborde résolument le problème, que l'on soit contredit par ceux-là mêmes qui souffrent de l'inégalité et qui n'en sont pas moins, parfois, des militants ou, à tout le moins, des cotisants, aux organisations dites de gauche.

Claude FAURE

(T.A.C.)

---

(1) Bulletin Européen des Jeunes Anarchistes. - Octobre 1966. -  
"Travail intellectuel et travail manuel".

LE SYNDICALISME EN QUESTION

"Le syndicat (dans son existence pratique, et non pas dans la théorie que chacun façonne à sa manière) est, par sa nature, réformiste. Tout ce qu'on peut espérer de lui, c'est que les réformes qu'il propose et réalise soient telles et fonctionnent d'une façon telle, qu'elles servent à l'éducation et à la préparation révolutionnaire, et qu'elles laissent le chemin ouvert à des améliorations toujours plus vastes."

E. Malatesta (1)

Il convient de considérer l'action dans les syndicats après un double examen : celui de l'état actuel du mouvement syndical et celui, plus large, des possibilités d'action auprès des travailleurs sur le lieu de leur travail.

Tous les révolutionnaires sont vite d'accord sur la conclusion à tirer de l'analyse des syndicats existants, tout au moins en ce qui concerne les grandes centrales (C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. - C.F.T.C. - F.E.N.) : elles sont réformistes, bureaucratisées et intégrées à l'appareil étatique. Il n'y a aucune perspective positive dans ce cadre. L'espoir des militants révolutionnaires qui participent au travail de ces centrales ne peut alors résider que dans une possibilité de transformation des syndicats par l'intérieur ou dans une ignorance systématique de l'appareil syndical pour se concentrer sur le travail de base, dans l'atelier ou le bureau.

ESPOIR D'UNE TRANSFORMATION

Il faut d'abord essayer de définir quelles transformations on peut espérer : essentiellement celles qui pourraient faire retrouver au syndicalisme son aspect antérieur, sa vocation d'éducation et d'émancipation, son rôle d'instrument radical de revendication. Le syndicalisme ne retrouvera que difficilement sa vocation éducative car il souffre trop de la concurrence de l'Etat aux moyens illimités, qui organise des cours dits de "promotion sociale" sans donner aux travailleurs les moyens d'y participer et qui, par la télévision et la presse, prétend satisfaire les appétits culturels de tous, et insuffle une culture à sens unique.

L'asservissement de la pensée est tel que rares sont ceux qui éprouvent le besoin de savoir et d'apprendre. Il ne reste rien de la soif qui amena au mouvement ouvrier l'élan sur lequel il vit encore. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les journaux rédigés par les ouvriers au moment de la Première internationale.

Le syndicalisme ne peut plus être radicalement contestataire ; il lui faudrait en effet aborder tous les problèmes et, pour commencer ceux réservés au domaine politique. On ne peut plus actuellement, face à l'Etat tel qu'il s'est constitué et ce par la part de la part qu'il

prend dans tous les domaines - économique, culturel, idéologique - contester, sans remettre en cause la totalité du système. Cet aspect global de toute contestation ne peut que s'accroître avec l'évolution des temps de travail et l'orientation d'une partie de l'existence vers les loisirs "dirigés".

La contestation radicale ne peut se satisfaire d'un syndicat, aussi idéal soit-il ; il lui faut une organisation ayant prise sur tous les aspects de la vie.

Cette transformation est-elle possible ? Elle est illusoire dans l'état actuel du mouvement syndical. La bureaucratie syndicale est couvée par la bureaucratie collaborationniste des "grands" partis politiques qui prétendent représenter les intérêts du prolétariat. Le seul espoir d'un changement est celui d'une poussée brutale et inattendue qui balayerait tous les bonzes et bonzesses syndicaux et l'organisation elle-même, pour retrouver une forme d'organisation proche de celle des conseils ouvriers.

Peut-on, alors, faire du syndicat l'instrument de coordination post-révolutionnaire ? La question mériterait que l'on s'y arrêtât longuement. Il faut bien considérer que cette possibilité sous-entend une véritable théorie du dépérissement de l'appareil syndical, si mince soit-il. Or, le démenti infligé par les faits à la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat ne peut que nous rendre sceptiques ; d'autre part, l'expérience de la révolution espagnole a montré que les conflits entre l'organisation spontanée à la base et la C.N.T. existaient et ne pouvaient être ignorés.

On arrive ainsi à la conclusion que toute tentative de s'emparer du syndicat ou de le transformer conduit à une impasse.

#### TRAVAIL A LA BASE

Il ne faut pas, pour autant, négliger les possibilités de contacts qu'offre le terrain syndical. En effet, les syndicats conservent une certaine audience et la manifestation du 17 Mai a montré que le reste de combativité des travailleurs dépassait les prévisions des dirigeants syndicaux. Les syndicats représentent la dernière organisation de masse qui ait encore quelque crédit. Beaucoup de camarades, écoeurés par les partis politiques, viennent vers le syndicalisme dans lequel ils voient leur dernière chance. Il est donc indispensable qu'existe une présence révolutionnaire dans les syndicats, et le rôle des minorités révolutionnaires organisées, telles que l'Ecole Emancipée dans la Fédération de l'Education Nationale, ou celle qui existe à Force Ouvrière, est très important pour la propagande. Cette minorité permet aux idées de s'exprimer, même si cela reste à l'échelon local, et elle donne aux militants le moyen de rester en contact avec la réalité, contact qui est vite perdu dans un groupuscule révolutionnaire, quel qu'il soit.

Une telle action minoritaire est positive, à condition qu'elle évite les écueils et la contagion des autres tendances. Il ne lui faut à aucun prix tomber dans le piège de la course aux voix pour les votes de tendances là où cette pratique a lieu. Il est respectable,

par exemple, que le critère de positivité d'une action devienne la fluctuation des votes de tendance, ce qui se voit à l'Ecole Emancipée. Quelquefois, la tendance révolutionnaire n'existe que sur un fond commun des plus étroits, la moindre prise de position risquant de la faire éclater. Toujours à l'Ecole Emancipée, au moment des présidentielles, une motion de soutien au "grand révolutionnaire" qu'est Nitterand, fut déposée et, ô surprise, la tendance Ecole Emancipée se contenta d'une abstention très courtoise, alors qu'un vote contre cette motion l'eût fait voler en éclats. Le risque, pour la tendance révolutionnaire, de tomber dans la démagogie et les compromis électoraux est toujours présent.

Pour ce qui est de l'argument suivant lequel la tendance révolutionnaire sert d'alibi de gauche aux syndicats, on peut l'écarter dans la mesure où la tendance est active et s'exprime clairement aux congrès et surtout dans les réunions locales. Cependant, cet argument reste valable pour les gens étrangers au milieu syndical, car la presse syndicale ne laisse que peu de place aux tendances révolutionnaires et, d'autre part, la vieille discipline syndicale fait que les militants révolutionnaires se retrouvent au premier rang de manifestations truquées qu'il est impossible de déborder.

Il faut donc participer à la lutte dans les syndicats au sein des minorités révolutionnaires en gardant toujours présent à l'esprit les limites du syndicalisme, même révolutionnaire, en évitant la recherche systématique de l'approbation la plus générale, en se servant de la tendance pour engager les débats sur des questions fondamentales avec les partenaires de la tendance et surtout en ne limitant pas son action à ce seul militantisme syndical, et en évitant de se noyer dans les histoires internes du syndicat. L'essentiel de notre action doit passer par les organisations révolutionnaires.

#### AUTRES POSSIBILITES D'ACTION.

Il faut examiner ici la possibilité de se grouper sur la base de l'entreprise ou du bureau, en dehors du syndicat, avec des méthodes et des objectifs tout-à-fait différents. Là où les minorités révolutionnaires ne peuvent s'exprimer ou même exister dans le syndicat, c'est évidemment la seule solution. Il faut cependant voir que dans le cas de l'existence d'une minorité révolutionnaire organisée dans le syndicat, il y a une sorte de concurrence entre les deux possibilités d'action et une dispersion qui peut être nuisible.

Cependant, cette concurrence n'est pas absolue car les regroupements ainsi constitués se donnent en général une tâche d'information et de coordination qui dépasse le cadre syndical, cadre dont les minorités révolutionnaires des syndicats ne sont pas encore sorties.

Ce travail d'information est très important car il brise le mur de silence que les syndicats dressent dès qu'une action spontanée n'a pas eu leur accord ou n'a pas pu être rattrapée en route comme c'est souvent le cas.

Aujourd'hui, donc, la participation aux minorités syndicales reste acceptable avec toutes les réserves que nous avons exprimées, sans pour cela négliger les regroupements inter-entreprises.

Mais la solution véritable ne peut être que la construction d'une organisation révolutionnaire assez forte pour faire entendre sa voix sans avoir besoin des béquilles syndicales, et ayant assez de pouvoir d'attraction pour que la présence dans les syndicats devienne inutile.

Ceci, malheureusement, n'est pas encore pour demain.

Michel HIRTZLER

(T.A.C.)

---

(1) "Noir et Rouge", numéro 35. - MALATESTA - "Anarchisme et Syndicalisme."

## EVOLUTION DU SYNDICALISME

Dès son origine, le syndicat s'annonce comme un organisme désireux d'améliorer la condition du travailleur et de le défendre face à l'exploitation capitaliste. Son but est évolutionniste, tant sur le plan matériel (par l'acquisition de nouveaux biens et de nouveaux droits) que sur le plan moral (c'est le lieu de discussion et de propagande par excellence).

Cette toile de fond est celle de tous les syndicats, sauf de ceux qui se disent révolutionnaires et qui sont de deux types :

L'anarcho-syndicalisme. - Il est contre le capitaliste et contre l'Etat, donc contre les partis qui, par définition, ont besoin de l'Etat comme outil. Les syndicats sont les cellules socio-économiques de base et leur action vise à les faire reconnaître comme tels. En d'autres termes, leur programme doit être radical, révolutionnaire. Dès lors, les contestations ne peuvent plus être corporatistes et les syndicats se doivent même de les dénoncer comme faux objectifs du syndicalisme le détournant de son but essentiel : la révolution sociale. Si, par stratégie, l'anarcho-syndicalisme provoque ou accepte la grève, par exemple, il ne doit en aucun moment perdre de vue qu'il ne s'agit-là que d'un moyen et non d'une fin.

Le syndicalisme soviétique. - L'Etat est l'unique patron, comme nous le savons. Il ne peut y avoir de revendications. Le syndicat est un organe d'encadrement des masses. Il est révolutionnaire en ce sens qu'il est radicalement différent du syndicat originellement défini. Il s'annonce comme représentant du pouvoir ouvrier qu'il n'a pas lieu de combattre. En réalité, plus que représentant de la masse, il est "le courroie de transmission" entre la base et le parti, ainsi que le définissait Lénine. Constatons donc qu'il est révolutionnaire par ses buts et ses moyens d'action, mais seulement en ce sens, pour nous anarchistes.

x

x x

Le syndicalisme est né dans une ère industrielle débutante où, sur le plan social, régnait un état de pénurie profonde. La paupérisation du prolétariat est alors une réalité. La lutte pour l'accaparement du bien matériel est plus âpre que jamais. Les mouvements de revendication sont implicitement révolutionnaires et leur violence est en rapport avec l'importance-même des différences sociales. A l'image de ces mouvements, les syndicats (ou certains d'entre eux) s'annoncent révolutionnaires : ce n'est que par la prise en mains par le prolétariat des moyens de production devenus propriété commune que l'exploitation disparaîtra.

Aujourd'hui, force est de reconnaître que la réalité est tout-à-fait différente. Les syndicats, à de rares exceptions près, ne se montrent plus révolutionnaires mais, comme aux U.S.A., participationnistes. En France, ils refusent cette étiquette et c'est-là qu'ils se présentent de façon fautive car ils sont objectivement engagés dans cette voie.

En effet, le prolétariat ne revendique plus, sous leur impulsion, le pouvoir mais une amélioration des conditions de travail (horaires, salaires, congés, etc...). Le syndicat est une organisation cohérente de défense des intérêts des salariés dans le cadre de l'économie nationale. Il est intégré à la société et reconnu par elle. C'est un groupe de pression.

Pour cette raison, l'on voit apparaître des syndicats de toutes natures (patronat, cadres, police, etc...) dont le rôle est absolument identique à celui des syndicats ouvriers. Il consiste à arracher le maximum d'avantages au profit des syndiqués, sans pour autant remettre en cause les fondements de la société. Fort souvent, même, c'est l'Etat qui sert de levier entre des syndicats d'intérêts opposés.

De révolutionnaires, les syndicats sont devenus corporatistes et c'est hypocrisie de leur part que de ne pas se présenter comme tels.

Nous partageons entièrement le point de vue de Malatesta (1) lorsqu'il écrivait, à propos des syndicats oeuvrant dans le cadre étatique et capitaliste :

"Je dis que ces organisations (les syndicats) ne peuvent pas être anarchistes et qu'il ne sert à rien de prétendre qu'elles le soient parce que si elles l'étaient, elles manqueraient à leur but et ne serviraient pas aux fins que se proposent les anarchistes en y participant."

Le but des anarchistes est, en effet, contenu dans une transformation radicale de la société et non dans un évolutionnisme respectant scrupuleusement les cadres sociaux établis.

Il n'est pas inintéressant de noter que le syndicalisme français et celui de l'U.R.S.S. ont des points communs :

-Dans les deux pays, les syndicats sont reconnus. Entendons par là qu'ils sont intégrés au processus économique-social de chaque pays et qu'ils sont invités à une action coordonnée avec celle de l'Etat.

-Dans le cas de l'U.R.S.S., l'Etat est l'unique patron. C'est lui qui exprime la demande et qui, en même temps, y répond. En France, et contrairement à ce que propose le schéma libéral l'Etat impose aussi sa volonté à l'ensemble de la société. C'est à un capitalisme dirigé que nous avons affaire désormais.

x<sup>x</sup>  
x<sup>x</sup>

Nous sommes amené à nous demander le pourquoi d'une telle mutation de la vocation soi-disant révolutionnaire du syndicat :

- 1°) -Elle est liée, cette mutation, à la transformation profonde du capitalisme, non comme théorie économique mais dans son application sociale. L'industrialisation, dans son début, a eu pour effet la paupérisation du prolétariat. Ce fût la période au cours de laquelle les relations capital-travail furent les plus tendues. Nous restons persuadé toutefois que les travailleurs étaient, à ce moment-là, révolutionnaires, non par vue historique (prise de conscience de leur force et de leur potentialité) mais par réaction à l'injustice et à l'exploitation dont ils étaient l'objet. Ces relations se sont atténuées dans la mesure où les rapports capital-travail se sont améliorés, c'est-à-dire dans la mesure où les travailleurs ont bénéficié de meilleures conditions de travail et où ils ont reçu des salaires leur permettant d'acquérir de plus en plus de biens de consommation.
- 2°) -La mutation du syndicalisme est également consécutive à la nature-même de celui-ci. Puisqu'il tend, par les mouvements sociaux, à retoucher et non à radicaliser les relations sociales, et qu'il fixe l'attention du prolétariat sur la revendication immédiate, il contribue précisément à améliorer les relations capital-travail donc à détourner l'acte syndical de son but primitif.
- 3°) -Les composants des syndicats ne sont plus révolutionnaires. Généralement, ils n'entendent pas remettre en cause les résultats des luttes précédentes. Le prolétariat, dans un pays économiquement riche comme le nôtre, peut tirer de son travail un revenu qui lui permet généralement (pas toujours, bien sûr) d'accéder, sinon à la richesse, du moins à une aisance matérielle relative, aisance qui tend toujours vers la croissance. La paupérisation du prolétariat est une règle aujourd'hui incontestablement désuète.

x  
x x

En définitive, le capitalisme semble s'être adapté à une situation qui paraissait irréductible. Il a réussi à intégrer à son propre système l'outil-même que la classe ouvrière lui opposait. Nous sommes en présence d'un état de fait qu'il est vain de vouloir ignorer. Quelle valeur garde encore l'outil syndical ? Michel Hirtzler tente une réponse dans son article "Le Syndicalisme en question".

Claude FAURE  
(T.A.C.)

---

(1) "Noir et Rouge", numéro 35. - MALATESTA - "Syndicalisme et Anarchisme."

GUSTAV LANDAUER (1)

Une très petite partie seulement de la pensée de Gustav Landauer est connue du lecteur anglais (2) en dehors des citations se trouvant dans les écrits de M. Buber. Erich Fromm, dans son livre "La société sensée", appelle Landauer "l'un des derniers grands représentants de la pensée anarchiste." Rudolph Rocker le décrit comme "un esprit géant et Ernst Toller le tenait pour "l'un des hommes les plus fins, l'un des plus grands esprits" de la révolution allemande.

Landauer est né, le 7 Avril 1870, d'une famille juive de classe moyenne, à Karlsruhe, et devint, quand il était étudiant, membre du parti social-démocrate allemand (S.P.D.). L'entrée à l'école de médecine de l'université de Fribourg lui fut refusée parce qu'il avait purgé une peine de prison pour activité politique. Il faisait parti du groupe connu sous le nom de "Jungen", groupe exclu du parti en 1891 et qui créa un hebdomadaire à Berlin : c'est le "Der Sozialist" qui, au départ, organe marxiste dissident, devint, sous l'influence de Landauer, le véhicule des idées anarchistes. C'est à cette époque que le S.P.D. cherchait à imposer à tout le mouvement ouvrier européen son socialisme parlementaire et, quand un congrès international fut prévu à Zurich en 1893, les anarchistes, qui avaient été exclus du précédent congrès de Bruxelles, retournèrent à l'attaque. Expliquant leur intervention, Rocher, dans son livre "Les années londoniennes", remarque :

"Si les congrès de la deuxième internationale n'avaient pas caché leur vraie nature et s'étaient reconnus pour ce qu'ils étaient : conférences internationales du socialisme parlementaire et des partis sociaux-démocrates, les anarchistes auraient été les derniers à souhaiter leur participation. Mais, aussi longtemps qu'ils se baptisaient Congrès internationaux du mouvement ouvrier socialiste, il aurait été mauvais de refuser leur admission. Chez les anarchistes, beaucoup étaient après tout socialistes, car ils étaient opposés aux monopoles économiques et luttèrent pour une forme coopérative du travail humain visant à satisfaire les besoins de tous et non à faire le profit de quelques uns. Il ne pouvait pas, non plus, être nié que la grande majorité des anarchistes des différents pays appartenaient à la classe ouvrière."

A Zurich, le premier jour, les Allemands, qui avaient été exclus du S.P.D., apparaissent et demandent leur admission avec le soutien inattendu de la délégation des Trade Union britanniques. Bebel, le leader du S.P.D., les attaque violemment et fait voter une motion limitant la participation aux Trade Union et aux partis et groupes acceptant l'action politique. "Il y eut une agitation indescriptible : Werner et Landauer furent sortis de la salle criant "Nous protestons", et, le jour suivant, quinze autres délégués, dont Rosa Luxembourg, furent exclus. Ils furent rejoints par Amilcare Cipriani qui rendit son mandat en déclarant "Je vais avec ceux que vous avez bannis, avec

les victimes de votre intolérance et de votre brutalité."

En 1896, le congrès eut lieu à Londres au Queen's Hall et il y avait de nombreux anarchistes parmi les 750 délégués, dont Landauer et Malatesta (qui s'étaient munis de mandats des syndicats espagnols, français et italiens). Une fois encore, le S.P.D. pensait exclure les anarchistes.

"Les Allemands essayèrent d'engager le congrès sur cette question si brutalement qu'ils rendirent furieux de nombreux délégués. Le président était, le second jour, Paul Singer, un député du Reichstag. Il essaya d'arrêter la discussion et déclara vouloir passer au vote. Mais Keir Hardie, du I.L.P., qui était président pour la session, se leva et, se faisant entendre dans le tapage, dit à Singer que l'on ne dirigeait pas les réunions de cette façon en Angleterre. Avant le vote, les deux parties purent se faire entendre. Aussi Malatesta et Landauer furent autorisés à parler."

Landauer adressa un rapport au Congrès (publié par Freedom Press) attaquant le S.P.D. en termes dont l'histoire devait montrer la justesse. Il n'y a qu'en Allemagne, dit-il, que puisse exister un tel parti ouvrier croupion à la discipline sévère, utilisant, de la manière la plus sournoise, l'esprit impérialiste et militariste, la dépendance et la soumission des masses, "comme les bases sur lesquelles une discipline extrêmement stricte de parti peut être construite, assez forte pour étouffer en chaque occasion la montée des germes de liberté et de révolte."

"Je considère, en tant que révolutionnaire allemand et anarchiste, qu'il est de mon devoir aujourd'hui, comme à Zurich il y a trois ans, de faire tomber ce masque, et je déclare solennellement que l'apparente splendeur du mouvement ouvrier en Allemagne n'est que superficielle. En réalité, le nombre de ceux qui pleinement et consciemment vont de l'avant pour une réforme totale de la société, qui se battent pour réaliser une société socialiste et libre, est infiniment plus faible que le nombre des électeurs sociaux-démocrates... Les lois (à l'élaboration desquelles participent les députés sociaux-démocrates avec grande assiduité au Parlement et dans les diverses commissions) ne font que consolider l'Etat et le pouvoir de la police - l'Etat allemand, prussien, monarchiste et capitaliste d'aujourd'hui - et il se pose de plus en plus une question, à savoir si notre social-démocratie pense que quelques touches de finition appliquées à notre Etat centralisé, autoritaire, à la police sans cesse en éveil, sont tout ce qu'il faut pour transformer l'Empire allemand en ce fameux Etat du futur."

Il appelle les délégués à entendre le point de vue anarchiste :

"Ce que nous combattons, c'est l'Etat socialiste commandé d'en haut, la bureaucratie, ce que nous proposons, c'est l'association libre, l'absence d'autorité, l'esprit libéré de toutes les entraves. L'indépendance et le bien-être de tous. Avant tous les autres, c'est nous qui prêchons la tolérance pour tous - que nous jugions vos opinions bonnes ou mauvaises - nous ne souhaitons pas vous étouffer par la force ou autrement. En même temps que nous réclamons la tolérance pour nous et pendant que les socialistes révolution-

naires et les travailleurs de tous les pays se rencontrent, nous désirons être parmi eux et dire ce que nous avons à dire... Si nos idées sont mauvaises, laissez ceux qui en connaissent de meilleures nous les enseigner..." (G. Lândauer : Social Democracy en Allemagne - Freedom Press 1896).

Mais les anarchistes furent exclus. Une protestation réunit Kropotkine, Louise Michel, Elisée Reclus, Landauer et Malatesta, et, parmi les non anarchistes, Tom Mann et Keir Hardie, déclarant :

"On ne peut prévoir si le socialisme du futur se formera à l'image des socio-démocrates ou des anarchistes. Le crime des anarchistes, aux yeux de la majorité du Congrès, est d'être la minorité. S'ils acceptent cette attitude, alors le mouvement socialiste tout entier n'a aucun droit d'être puisqu'il représente une minorité."

Pendant ce temps, Landauer était aux prises avec un problème que rencontrèrent toujours les écrivains anarchistes. Il avait fait de "Der Sozialist" un journal de haute tenue intellectuelle mais avec peu d'appel à la propagande et cela causait de continuelles discussions. Enfin, il accepta de publier aussi un journal de propagande "Le pauvre Conrad" publié par Albert Weidner qui, dit Rocher "faisait de son mieux... mais ne satisfaisait pas les adversaires de Landauer. Ils créèrent alors un nouveau journal et le "Der Sozialist" de Landauer disparut lentement. Le nouveau journal était édité pauvrement et mal écrit, et c'était une maigre consolation qu'il fut fait entièrement par des ouvriers. Pour Landauer, ce fut une tragédie. Cela le privait d'une activité valable, pour laquelle il était supérieurement armé et dans laquelle il rendait de grands services."

En 1901 il édite, avec Max Nettlau, un volume d'extraits de Bakounine. "J'ai aimé et admiré Bakounine, écrit-il, dès le premier jour où je l'ai rencontré, car il y a peu d'essais écrits de manière aussi vivante que les siens - peut-être est-ce pour cela qu'ils sont aussi fragmentaires que la vie elle-même." En fait, ce sont Proudhon et Kropotkine qui l'influencèrent le plus. En 1905, à propos des vues de Kropotkine sur l'intégration de l'agriculture et de l'industrie, il écrit :

"Le village socialiste, avec les ateliers et les usines communales, avec les champs, les prairies et les jardins..., vous, prolétaires des grandes cités, habituez-vous à cette pensée étrange et bizarre au premier abord, car c'est le seul commencement du vrai socialisme, le seul qui soit à notre gauche."

Et, deux ans plus tard, il déclara : "Il sera reconnu tôt ou tard que le plus grand des socialistes - Proudhon - a dit en termes incomparables, quoique oubliés aujourd'hui, que la révolution sociale n'avait aucune ressemblance avec la révolution politique..."

Ceci se trouvait dans son essai "La Révolution" écrit à la demande de M. Buber qui, quarante ans plus tard, remit en circulation les idées de Landauer à travers "les chemins de l'utopie". D'après Buber, les propos de Landauer, après Kropotkine, se trouvent dans sa conception de la nature de l'Etat qui n'est pas, comme Kropotkine

pensait, une institution qui peut être détruite par la révolution, mais plutôt, comme le dit Landauer :

"L'Etat est une condition, une certaine parentée, entre les êtres humains, un mode de comportement ; nous le détruirons en contractant d'autres parentées par un comportement différent. Un jour, on réalisera que le socialisme n'est pas l'invention de quelque chose de nouveau, mais la découverte de quelque chose de présent, de quelque chose qui a grandi."

Il voudrait remplacer l'Etat par la découverte, le retour à la surface des anciennes motivations communales de la société et l'aide mutuelle instinctive qui, plutôt que cette organisation étatique, rendait la vie sociale possible, la préservant, la renouvelant et l'étendant, "libérant l'esprit qui reste captif derrière l'Etat."

"Nous voulons amener les coopératives, qui sont une forme socialiste sans contenu socialiste, et les syndicats qui sont valables mais sans profit, au socialisme, aux grandes expériences." Tout vrai socialisme, dit-il, est relatif et jamais absolu. "Le communisme recherche l'absolu et n'en trouve pas le commencement en dehors du mot. Toutes les choses absolues, détachées de toute réalité, ne sont que des mots."

"Chaque chose vient à temps et chaque moment après une révolution est un moment avant la révolution pour tous ceux dont la vie n'a pas été supprimée dans quelque haut moment de passé."

Tout ce que Landauer pense, élabore, dit, écrit, déclare Buber, est imprégné d'une grande croyance en la révolution et d'un désir de celle-ci. Mais la bataille pour la révolution, insiste Landauer, peut seulement porter ses fruits quand "nous serons saisis par l'esprit, non de la révolution, mais de la régénération." La force de la révolution est dans la rébellion et la négation ; on ne peut résoudre les problèmes sociaux par des moyens politiques. Etudiant la signification de la Révolution française, il observe que :

"Quand une révolution se trouve dans la situation qui fut la sienne, avec des ennemis tout autour, au dedans et au dehors, alors les forces de négation et de destruction qui, jusqu'alors, se taisaient, sont obligées de se retourner à l'intérieur contre elles-mêmes, le fanatisme et la passion cèdent la place à la destruction et bientôt à la terreur ou, tout au moins, à une indifférence pour les tueurs et, avant peu, la terreur devient la seule possibilité pour les autorités du moment de garder provisoirement le pouvoir."

Et, dix ans plus tard, il écrit, sur ces mêmes événements :

"Aussi, il arrive que les plus fervents représentants de la révolution pensent et croient, dans leurs meilleurs moments - peu importe quels étranges rivages ils atteignent finalement, poussés par des vents rageurs - qu'ils vont conduire l'humanité à une renaissance ; mais, je ne sais pourquoi cette renaissance échoue et ils empruntent n'importe quel chemin et blâment les uns, les autres, parce que la révolution s'est alliée à la guerre, à la violence, à la dictature et à l'oppression, en un mot à la politique."

Peu après, Landauer devait être la victime d'une telle situation, une révolution sombrant dans la violence et la politique.

Aux élections allemandes de 1912, le S.P.D. devint le plus fort parti du Reichstag et, l'année suivante, les sociaux-démocrates, sans exception, votent la loi de réarmement. A la veille de la première guerre mondiale, l'Internationale socialiste se réunit à Bruxelles et Jean Jaures affirme sa foi en la force du S.P.D. "Ne soyez pas soucieux, disait-il à un ami, quatre millions de socialistes allemands se lèveront comme un seul homme et renverseront le Kaiser s'il veut faire la guerre." Mais Landauer n'avait pas un tel optimisme, en écrivant en Juillet 1914 :

"Abandonnons nos illusions sur la situation des différents pays aujourd'hui. Quand on arrive là, la seule chose à laquelle ces agitations révolutionnaires ont servi est l'agrandissement du capitalisme nationaliste, nous dirons de l'impérialisme. Même si elles sont teintées au départ de socialisme, elles sont trop facilement entraînées par quelque Napoléon, Cavour ou Bismarck dans le flot de la politique, car toutes ces insurrections sont en fait une sorte de révolution politique ou de guerre nationale et ne peuvent jamais être un moyen de transformation socialiste pour la raison suffisante que les socialistes sont des romantiques qui font toujours inévitablement usage des méthodes de leurs ennemis.."

Le 4 Août, les socialistes unanimes votent les crédits de guerre. "Le S.P.D.", fidèle à son passé réformiste lie la destinée du prolétariat allemand à celle de l'Empire allemand." L'opposition à la guerre, conduite par K. Liebknecht et Rosa Luxembourg, ne commence pas avant 1916. L'année suivante, E. Toller, qui avait été profondément influencé par "Appel au Socialisme" de Landauer, désirait le voir à Krumbach. Toller décrit sa visite dans son autobiographie "J'étais un Allemand" :

"Je ne pouvais pas comprendre pourquoi, en un temps où chacun attendait la voie de la vérité, cet ardent révolutionnaire gardait le silence. Mais, quand je lui posai cette question, il dit : "Toute ma vie j'ai travaillé à la chute de ce système social, cette société fondée sur le mensonge et la trahison, sur la ruine et la suppression des êtres humains ; et je sais que cette chute est imminente, peut-être pour demain, peut-être dans un an. Et j'ai le droit de conserver mes forces jusqu'à cet instant. Quand l'heure sonnera, je serai prêt."

Le 9 Novembre 1918, avec la défaite sur les champs de bataille, la mutinerie dans la marine, la faim à la maison et les Conseils d'ouvriers et de soldats se formant un peu partout, le chancelier, le prince Max von Baden, cède sa place à K. Ebert, le leader de la sociale démocratie qui lui avait dit, deux jours auparavant, "Sans l'abdication du Kaiser, la révolution est inévitable. Mais je n'en veux pas. Je la hais comme le péché." Et, au moment où les dynasties tombent, le haut commandement décampe et le peuple triomphe, le gouvernement socialiste de Ebert, Scheidemann et Noske, essaie de tous les côtés de préserver le militarisme des officiers, le féodalisme des Junkers et le capitalisme des magnats industriels.

A Munich, le 7 Novembre, soldats et ouvriers chassent le gouverne-

ment et proclame la République de Bavière et le socialiste indépendant Kurt Eisner forme un cabinet. A propos du rôle de Erich Mühsam et de Landauer, qui était venu à Munich dès le début de la révolution, Willy Fritzenkotter écrivant sur "La République des Conseils de Munich", dans Freedom (le 26/9/53), décrit ainsi les événements :

"La première action des deux anarchistes fut d'organiser le Conseil révolutionnaire des ouvriers. Le Conseil prit bientôt l'initiative et forma dans chaque atelier "l'organisation révolutionnaire des ateliers." Ces Conseils devaient être organisés dans chaque ville et former (en liaison avec les Conseils de marins et de fermiers) l'administration de chaque ville et village. Tous ces Conseils, dans le pays, devaient élire des représentants et les envoyer à "un Congrès des Conseils" à Munich. D'après le projet de Mühsam et Landauer, ces Conseils et ce Congrès devaient travailler sur une base fédéraliste et ne pas être centralisés. Contre ce mouvement révolutionnaire, Eisner et Auer travaillaient en liaison avec les forces réactionnaires. Ils étaient pour l'élection d'un parlement, un parlement dont ils visaient à faire un véritable faiseur de lois en Bavière, réduisant les Conseils ouvriers à l'insignifiance."

"Eisner avait arrêté Mühsam et onze autres révolutionnaires le 10 Janvier 1919, parce qu'il craignait qu'ils sabotent l'élection du parlement qui devait avoir lieu le 12 Janvier. Mais, le lendemain, Mühsam et ses compagnons furent libérés de la prison par le Conseil des ouvriers qui força Eisner à les relâcher."

Eisner fût assassiné en Février par un aristocrate bavarois et sa place fût prise par Johann Hoffmann, un social-démocrate, qui continua les négociations avec Berlin. Mais les ouvriers de Munich ne furent pas satisfaits de lui et, la nuit du 6 au 7 Avril, ils proclamèrent une République des Soviets... Elle fût acclamée aux cris de "En dehors du Reich." Le gouvernement de Hoffmann s'enfuit à Bamberg, en Bavière du nord. Ruth Fischer donna cette description de la République des Conseils (dans son livre "Staline et le communisme allemand") :

"Erich Mühsam proposa au Conseil des ouvriers et des soldats de Munich de proclamer une République Socialiste. Cette proposition fût adoptée par 234 voix contre 70 avec les spartakistes votant contre celle-ci. Le premier gouvernement-conseil de Bavière a toujours été dépeint comme une aventure à moitié folle de littérateurs et d'intellectuels... Tous prouvèrent plus tard être de sérieux militants qui souffrirent loyalement pour la cause qu'ils avaient adoptée."

"A la tête de ce groupe était Gustav Landauer, un anarchiste humaniste et cultivé. Il voyait le socialisme comme un franc coopératisme anti-autoritaire. Landauer était un individualiste, un défenseur de la morale socialiste, un adversaire de la terreur et de la violence contre la classe ennemie. Erich Mühsam, l'autre écrivain anarchiste du cabinet, avait fait école chez les intellectuels et les jeunes ouvriers. Ernst Toller, le troisième écrivain dans le gouvernement, était, en 1919, un jeune homme peu sûr de ses idées politiques. Il était aussi ce que les Allemands appellent un socialiste éthique..."

Les communistes condamnèrent ce qu'ils appelaient un pseudo-soviet et demandèrent la démission du Conseil central, et les sociaux-démocrates, avec l'aide de la garnison monarchiste, arrêtèrent plusieurs membres du Conseil le 13 Avril et les emmenèrent en Bavière du nord. Les troupes communistes battirent la garnison et le Conseil révolutionnaire forma un nouveau cabinet du soviets. Puis une armée de Noske, forte de cent mille hommes, commandée par le général von Oven, se dirigea vers la Bavière.

Rudolf Coser, dans "l'Echec d'une Révolution", dit :

"Son armée n'était pas faite pour écraser une poignée d'hommes, elle était faite pour écraser toute idée que la substance de l'Etat puisse être changée de quelque façon que ce soit... Ce qu'il leur fallait faire, c'était de servir d'avertissement aux millions d'Allemands qui voulaient éliminer le militarisme par tous les moyens.

"Les Conseils révolutionnaires réalisaient qu'ils n'avaient aucune chance de vaincre l'armée de Noske et déclaraient leur solidarité avec les survivants du premier gouvernement de soviets, et négociaient avec Hoffmann dans le but d'éviter une catastrophe et de devancer l'invasion prussienne."

Environ sept cents personnes furent assassinées par l'armée de Noske. Parmi elles, Landauer. Un ouvrier, qui avait été arrêté avec lui, décrit ainsi sa mort :

"Au milieu des cris "Landauer ! Landauer !", une escorte de l'infanterie de Bavière et du Wurtemberg le sortit dans le couloir derrière la porte de la salle d'inspection. Un officier le frappa à la figure. Les hommes criaient "sale bolchevik !" et "Achevez-le !" et une pluie de coups de crosses l'étendit sur le sol. Il dit aux soldats autour de lui : "Je ne vous ai pas trahi. Vous ne savez pas vous-mêmes comme vous avez été trahis !" Freiherr von Gagern vint à lui et le frappe avec un lourd bâton jusqu'à ce qu'il tombe d'une masse sur le sol. Il se releva de nouveau et essaya de parler, mais l'un des hommes lui tira à travers la tête. Il respirait calmement et le compagnon dit : "Cette damnée charogne a neuf vies. Il ne peut même pas mourir comme un gentleman."

"Ensuite, un sergent des Dragon cria : "Enlevez-lui son manteau." Ils le lui enlevèrent et le posèrent sur l'estomac. "Restez derrière, nous allons le finir proprement !" cria l'un d'entre eux, et il lui tira dans le dos. Landauer remuait encore convulsivement. Alors ils le piétinèrent jusqu'à ce qu'il meurt ; ensuite ils tirèrent son corps et le mirent dans la salle de bains."

Toller et Mühsam furent emprisonnés dans une forteresse pour cinq ans. En 1934, Mühsam fût tué par les nazis au camp de concentration de Orienberg.

En 1933, les nazis détentrèrent les restes de Landauer et les envoyèrent à la communauté juive de Munich. Il y a quelques années, Madame Adama van Scholtens, d'Amsterdam, me raconta comment, en 1939, elle rendit visite à la fille et au gendre de Landauer qui vivaient dans la terreur dans une ville du Rhin, pour recueillir les papiers et manus-

crits qu'elle ramena pour l'Institut International d'Histoire Sociale.

G. Landauer échoua, dit le philosophe Fritz Mauthner, "parce qu'il n'était pas politicien et fût trop entraîné par sa compassion passionnée pour les peuples pour être actif politiquement. Trop fier pour rejoindre un parti, pas assez rigoureux pour former un parti autour de son propre nom." Landauer échoua, mais l'échec des socialistes politiques n'est-il pas plus ignominieux ? Dans la bataille pour l'âme du mouvement socialiste dans les années 1890, comme ce fût le cas pour Marx et Bakounine sous la Première Internationale dans les années 1870, ses prévisions sur la nature de la sociale-démocratie allemande furent ignorées mais furent justifiées dans chaque détail par les événements de 1914, par l'écrasement des espoirs révolutionnaires de 1918 et par l'écroulement final devant les nazis. Sa vision d'une "société d'échanges égalitaires basée sur les communautés régionales communautés rurales, qui combine agriculture et industrie", est-elle plus ridicule que la vision d'une société de machines à penser et de bureaucrates qui est la réalisation que les socialistes peuvent offrir ?

Mais que pouvons-nous dire de la République des Conseils de Munich ? Était-ce, en fait, "l'incarnation de l'anarchisme romantique et impraticable" comme le prétend James Joll dans son livre sur "la Seconde Internationale" ? Des éléments fragmentaires et contradictoires qui sont tout ce que l'on peut trouver, il est difficile de tirer une conclusion ferme, mais un certains nombres de points se firent jour. Il est question, tantôt de République Soviétique de Bavière, tantôt de République des Conseils de Bavière (Bayrische Räterepublik). Ceci n'a en soi aucune signification. Soviet est le mot russe signifiant Conseil et le slogan "Tout le pouvoir aux soviets" usurpé par les bolchéviks pour trouver un support à une politique exactement opposée, avait largement cours dans les années qui suivirent immédiatement la Révolution russe. Les communistes étaient opposés à la République des Conseils. Pourquoi formèrent-ils "un second cabinet soviétique" pour lui succéder ? "Très simplement, les communistes ne pouvaient pas résister à l'plan des travailleurs de Munich qui, irrités par le coup de force de la garnison, voulaient défendre Munich" explique Ruth Fischer.

Le cabinet de Landauer était-il un gouvernement ? C'est une question de vocabulaire. C'était le Soviet installé par le Conseil Central de Bavière des Conseils d'ouvriers et de soldats. Fritzenkotter considère que la République des Conseils a duré six mois, c'est-à-dire toute la période comprise entre l'abdication et la suppression par l'armée allemande et les corps-francs. Pour lui, le terme est valable pour la période d'existence effective des Conseils ouvriers. Landauer voyait la tâche de la révolution dans "l'instauration d'une société en dehors et parallèlement à l'Etat..."

Existait-il quelques chances de succès ? Mme. Fischer, en tant qu'ex-communiste, déprécie l'attitude communiste qui serait simplement "une folie aventuriste". Elle fait ressortir que ceci trouvait sa place dans le contexte d'un débridement général en Allemagne, spécialement dans la Saxe toute proche, et de l'instauration de la République des Soviets hongroise de Bela Kun. De plus, la Bavière n'avait été incluse dans l'Empire allemand qu'en 1871, et avec une forte tradition séparatiste. On avait généralement pensé que "Berlin n'oserait pas envahir

la Bavière." En Bavière, à la différence du reste de l'Allemagne, les Conseils de paysans s'étaient formés à la fin de la guerre. Rudolf Coser dit :

"La majorité d'entre eux n'étaient pas révolutionnaires. Néanmoins, ils supportaient la révolution car ils craignaient que la Bavière devienne un champ de bataille après la défaite de l'Autriche, et parce qu'ils considéraient la guerre comme une affaire privée entre monarques... La guerre terminée, les Conseils de paysans bavarois demeurèrent importants. Ils veulent avoir leur mot à dire dans l'administration de leur région... Evidemment, bien qu'un de leurs leaders soit dans le gouvernement des soviets, ils bloquent la capitale ; aucune victuaille n'est envoyée à Munich."

La République des Conseils échoua parce qu'il n'y avait pas assez de gens pour la porter, parce qu'elle n'arriva pas à gagner contre la paysannerie et contre les soldats renégats des "corps-francs" réactionnaires, parce qu'elle ne parvint pas à détacher le peuple de son allégeance aux partis politiques et à la violence politique et parce que la sociale-démocratie allemande elle-même était trop profondément liée à la réaction. "Le socialisme, avait écrit Landauer quelques années auparavant est en même temps possible et impossible, il est possible quand le peuple véritable est celui qui le veut et qui le fait ; il est impossible quand le peuple ne le veut pas ou même quand il le veut tout en restant incapable de le faire."

C'est dans ce sens que la République des Conseils ne pouvait qu'échouer.

Dans son "Souvenir d'un Mort", reproduit dans "Montrant le Chemin", Martin Buber conclut : "Landauer combattait dans la révolution contre la révolution, pour l'amour de la révolution. La révolution ne le remercia pas pour cela. Mais ceux qui le remercieront sont ceux qui ont combattu comme il le fit et, peut-être un jour, ceux-ci le remercieront pour l'amour avec lequel il combattit."

C . W .

Traduction de Michel HERTZLER (T.A.C.).

---

(1) D'après "ANARCHY" n° 54.

(2) Pour le lecteur français, il n'existe rien. Seul, à notre connaissance, le Monde Libertaire a parlé de Landauer dans ses numéros de Oct. Nov. et Déc. 1966, chronique "Recherches libertaires." (N. du T.).

BIBLIOGRAPHIE DE GUSTAV LANDAUER

---

- "Skepsis und Mystik" 1903 (Doute et mystique): c'est son oeuvre théorique fondamentale, influencée par les travaux du linguiste Fritz Mauthner (1849-1923) partisan d'un "mysticisme agnostique" et auteur d'une histoire de l'athéisme en Europe.
- "Meister Eckharts mystische Schriften" 1903: l'adaptation en allemand moderne des "Ecrits mystiques de Maître Eckhardt"
- "Die Revolution" 1907 (voir le Monde Libertaire, n°125 à 127)
- "Ein Weg deutschen Geistes" 1916 (une voie de l'esprit allemand) recueil d'articles.
- "Aufruf zum Socialismus" 1911 ("Appel au socialisme"): son livre le plus connu, exposé général de sa conception du socialisme.
- "Rechenschaft" 1919 ("Pour rendre compte") Articles sur la guerre.
- "Shakespeare" Reprise d'une série de vingt conférences faites à Berlin, publiées en deux volumes par Martin Buber (1920). Nouvelle édition (abrégée) chez Rütten & Loening (1962)
- "Der Werdende Mensch" (l'homme en devenir) Etudes sur Kropotkine, Tolstoï, Goethe, Holderlein, Whitman, Strindberg ... parues surtout dans le journal "Der Sozialist" et réunies en 1921 par Buber.
- "Beginnen" ("commencer") Etudes sur le socialisme, publiées en deux volumes par BUBer (1924)
- "Landauer, sein Lebensgang in Briefen" (la vie de Landauer à travers un choix de lettres) Deux volumes publiés en 1929 par Buber.
- "Briefe aus der französischen Revolution" (Lettres de la révolution française) nouvelle édition chez Rütten & Loening (1961)

KARL KORSCH (1)

Né en 1886 à Tostedt, dans les Landes de Lunebourg, Karl Korsch est mort en 1961, à Cambridge (Massachusetts). Issu d'une famille de la classe moyenne, il fréquente le lycée de Heiningen avant d'entreprendre des études de droit, d'économie, de sociologie et de philosophie à Iéna, Munich, Berlin et Genève. Il obtint en 1911 le titre de docteur en droit (Doktor Juris) de l'Université d'Iéna. De 1912 à 1914, il est en Angleterre où il étudie et pratique les droits anglais et international. La première guerre mondiale le ramène en Allemagne où il est incorporé dans l'armée allemande où il passe les quatre années suivantes : il y gagne deux blessures et subit dégradation et promotion militaires au gré des fluctuations politiques. Personnellement, il prend position contre la guerre, ce qu'il exprime en adhérant au parti socialiste indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.).

En étudiant le droit, Korsch s'était rendu compte de la nécessité de remonter à la base matérielle de celui-ci, c'est-à-dire à l'étude de la société elle-même. La débâcle devait transformer le socialiste d'avant guerre en socialiste révolutionnaire. Professeur en titre de l'Université d'Iéna depuis 1924, ses préoccupations et son activité principales étaient essentiellement politiques. Par suite de la fusion des socialistes indépendants et des communistes, en 1921, Karl Korsch devint député communiste à la Diète de Thuringe, Ministre de la Justice de cet Etat, dont le gouvernement ouvrier dura presque trois semaines de l'an 1923 et, de 1924 à 1928, député au Reichstag. Pendant cette période, il écrit beaucoup sur les sujets politiques et théoriques qui passionnaient le mouvement ouvrier radical de la première après-guerre. Rédacteur de l'organe théorique du parti communiste - die Internationale - il devait peu après éditer le journal d'opposition "Kommunistische Politik" pour lequel il écrivait également des articles.

Mécontent de l'évolution de plus en plus opportuniste de l'Internationale communiste après 1921, Korsch, dont la connaissance et la compréhension de la théorie marxienne étaient supérieures à celles de la plupart des théoriciens éminents du parti, ne pouvait qu'entrer rapidement en conflit avec l'idéologie officielle du parti bolchévique. En 1926, leurs routes devaient diverger. Il devint alors porte-parole de l'aile gauche radicale du parti communiste (Entschiedene Linke) qui, bien qu'adhérent encore au parti, était considéré, par suite du caractère de cette organisation, comme ennemi de la Troisième Internationale. Après 1928, Korsch poursuivit ses activités politiques en dehors de toute organisation définie. Il commença d'écrire pour les revues qui lui restaient ouvertes, prépara une nouvelle édition du premier volume du "Capital", voyagea, fit des conférences dans divers pays, et écrivit une étude sur Karl Marx destinée à une collection sur les sociologues modernes publiée par un éditeur anglais.

L'arrivée de Hitler au pouvoir, en 1933, contraignit Korsch à quitter l'Allemagne. Il passe en Angleterre, réside pour une courte période au

Danemark, puis, en 1936, émigre aux Etats-Unis. Tout en exerçant une charge d'enseignement à la Nouvelle Orléans, Korsch, pendant les années passées en Amérique, se consacre à la théorie marxienne. En Amérique comme en Allemagne, son influence principale fût celle de l'éducateur. Ses amis, respectueusement, l'appelaient le Lehrer. Ses connaissances encyclopédiques, son acuité d'esprit, le désignaient pour ce rôle particulier bien qu'il eut préféré être "au coeur des choses", c'est-à-dire mêlé aux luttes réelles pour le bien et l'émancipation de la classe ouvrière à laquelle il s'identifiait. Son intelligence, son intégrité morale, le mettaient à part, lui interdisaient de participer à la "curée" qui était une des caractéristiques saillantes et du monde académique et du mouvement ouvrier officiel. Le fait que sa mort soit passée à peu près inaperçue semble confirmer la conviction nourrie par Korsch, que le marxisme ne peut exister qu'en liaison avec un mouvement révolutionnaire de la population laborieuse.

X  
X X

Les répercussions de la première guerre mondiale et, plus encore, celles de la révolution russe, firent éclater violemment la crise qui minait depuis longtemps le marxisme et le mouvement ouvrier occidental. Avant la guerre, la sociale-démocratie s'était divisée sur des bases théoriques, en aile "révisionniste" conduite par Edouard Bernstein, et en aile "orthodoxe" représentée par Karl Kautsky. La guerre devait révéler que ces deux tendances ne recouvraient en fait qu'une même activité réformiste, sociale-patriote, fondée sur la collaboration des classes. Les éléments les plus extrêmes de l'aile gauche du mouvement socialiste international et leurs représentants les plus en vue, Lénine en Russie, Rosa Luxembourg en Allemagne, cessèrent de se réclamer de "l'orthodoxie" marxiste, exigeant un retour à l'unité de la pratique et de la théorie socialiste depuis longtemps perdue.

Le "révisionnisme" avait rejeté le marxisme révolutionnaire et ne représentait donc pas un problème pour les socialistes extrémistes. Au contraire, l'"orthodoxie" de Kautsky contraignait à une lutte sur deux fronts contre la sociale-démocratie et son apparente justification : la phraséologie marxiste. Et cette lutte, si s'efforçait de ressusciter un nouveau mouvement ouvrier en utilisant la tradition socialiste radicale eut comme slogan : "retour à Marx". Mais, aussi bien les ennemis que les disciples de l'"orthodoxie" de Kautsky en appelaient à l'oeuvre de Marx, il était tout-à-fait indiqué de se poser la question : "qu'est-ce que le Marxisme ?". Et d'ailleurs en quoi et jusqu'à quel point le marxisme du temps de Marx gardait-il encore de la valeur dans les conditions modifiées du siècle nouveau ? Les conditions révolutionnaires survenues après la première guerre mondiale faisaient naître un regain d'intérêt pour la théorie marxienne.

De 1922 à 1924, Korsch écrivit une série d'études (2) contre "l'orthodoxie" de Kautsky poussant au rétablissement du contenu révolutionnaire du marxisme. A la suite de la publication du livre de Kautsky, "La Conception matérialiste de l'histoire", où celui-ci abandonnait son ancien point de vue, Korsch se livre à une nouvelle analyse systématique et critique du "marxisme doctrinaire" (3). La

terminologie de Kautsky ne s'était que peu modifiée, mais son interprétation des textes de Marx venait ouvertement à l'aide des démasculateurs révisionnistes du mouvement socialiste. Ses idées sur l'évolution, la société, l'Etat, la lutte de classes, servaient plutôt la bourgeoisie que la classe ouvrière. Korsch le fit remarquer. Ce caractère trouvait son expression théorique dans les efforts de Kautsky pour présenter la conception matérialiste de l'histoire comme une "science" indépendante qui n'était pas nécessairement associée à la lutte de classes prolétarienne. Et, selon Korsch, ceci revenait à transformer le marxisme en une pure idéologie qui, parce qu'elle veut ignorer ce qui la conditionne, se prend pour une "science pure".

C'est sous cette forme idéologique que le matérialisme dialectique de Marx en vint à dominer le mouvement socialiste, mais c'est aussi sous cette forme qu'il perdit tout sens révolutionnaire. Sans rejeter l'appellation de "socialisme scientifique" - par opposition à "socialisme utopique" - Korsch ne pouvait admettre que le marxisme fut ou put devenir une "science" au sens bourgeois du terme. "Le Capital", par exemple, n'est pas l'économie politique, mais la "critique de l'économie politique" du point de vue du prolétariat. De même, en ce qui concerne tous les autres aspects du système de Marx, il ne s'agit pas de remplacer la philosophie, l'histoire ou la sociologie bourgeoise par une nouvelle philosophie, histoire ou sociologie, mais par une critique de la théorie et de la pratique bourgeoises dans leur ensemble. Le marxisme n'a aucune intention de devenir une science "pure" mais veut démasquer le caractère de classe "impur" et idéologique de la science et de la philosophie bourgeoises.

Dans sa jeunesse, Marx avait adopté un point de vue philosophique. Dans la terminologie dont il usa plus tard, il le caractérisa comme une position idéologique dont il fallait s'affranchir. De la critique idéologique, il aboutit à la "critique de l'idéologie" et, de là, à la "critique de l'économie politique". La conception matérialiste de l'histoire - c'est-à-dire la thèse de Marx selon laquelle "l'ensemble des conditions de production constitue la structure économique de la société, la base réelle, sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées" - ne lui vint pas d'une tentative scientifique ou philosophique de découvrir "les lois générales de l'évolution sociale", mais d'une critique matérialiste de la société et de l'idéologie bourgeoises.

Selon les conceptions de Korsch, le marxisme ne constitue, ni une philosophie matérialiste positiviste, ni une science positive. Toutes ses propositions sont spécifiques, historiques, concrètes, y compris celles qui ont l'apparence de l'universel. Même la philosophie dialectique de Hegel, dont la critique a servi de point de départ à l'oeuvre de Marx, ne peut être correctement comprise que si on la relie à la révolution sociale et que si on la considère, non comme une philosophie de la révolution en général, mais seulement comme l'expression, dans le domaine des idées, de la révolution bourgeoise. Et, comme telle, elle ne traduit pas le processus entier de cette révolution, mais seulement sa phase terminale, comme on peut le voir dans son accord avec les réalités immédiates.

Le processus révolutionnaire étant terminé, la relation dialectique entre développement réel et développement des idées a perdu tout sens pour la bourgeoisie. Il n'en est pas de même pour la classe prolétarienne soumise à sa loi et à son exploitation. De même qu'elle ne peut transcender la pratique sociale de la société bourgeoise, sauf dans le genre idéologico-idéaliste, la théorie bourgeoise ne peut aller au-delà de la philosophie de Hegel, elle emprunte une voie différente. Elle ne peut découvrir le noyau rationnel que cache sa coque mystificatrice, ni le soumettre à une critique matérialiste qui mettrait à nu, dans les relations de classe existantes, les limitations historiques de la société bourgeoise.

Ceci n'est possible que du point de vue du prolétariat, de son opposition réelle à la société de classes bourgeoise. Le point de vue dialectique ne s'intéresse à tout le processus historique qui commence avec la révolution bourgeoise, que pour produire le mouvement révolutionnaire de la classe travailleuse dont le marxisme est l'expression théorique. Ce n'était pas-là une théorie d'un mouvement prolétarien qui se serait développé sur sa propre base, mais une théorie qui, surgie de la révolution bourgeoise, porte encore, dans sa forme et dans son contenu, les marques congénitales de la théorie révolutionnaire bourgeoise.

Ni Marx, ni Engels, ne niaient les racines historiques de leurs théories matérialistes et de la philosophie bourgeois. Mais, dans "Marxisme et Philosophie", Korsch fait remarquer que cette connexion n'implique pas que la théorie socialiste doive garder ce caractère philosophique dans son développement extérieur, pas plus d'ailleurs qu'elle n'implique que le jacobinisme de la théorie révolutionnaire bourgeoise doive rester un aspect de la révolution prolétarienne. En fait, Marx et Engels cessèrent de considérer leur position matérialiste comme philosophique et parlèrent de la fin de toute philosophie. Toutefois, selon Korsch, ils ne voulaient pas exprimer par là une quelconque préférence pour les diverses sciences positives par opposition à la philosophie. Plus exactement, leur propre position matérialiste était l'expression théorique d'un processus révolutionnaire se produisant réellement, qui abolirait la science et la philosophie bourgeoise en abolissant les conditions matérielles et les relations sociales qui trouvent leur expression idéologique dans la science et la philosophie bourgeois.

Bien que, dans les "Thèses sur Feuerbach", Marx affirme que "les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; l'important, cependant, c'est de le transformer", cette transformation est à la fois théorique et pratique. Dans l'interprétation de Korsch, on ne peut ignorer la philosophie ni également supprimer les éléments philosophiques du marxisme. La lutte contre la société bourgeoise est aussi une lutte philosophique, même si la philosophie révolutionnaire n'a pas d'autre fonction que de participer à la transformation du monde. Korsch soutenait que le matérialisme de Marx, au contraire du matérialisme naturel et abstrait de Feuerbach, était et demeure toujours un matérialisme historique et dialectique, c'est-à-dire un matérialisme qui incorpore, comprend et modifie, la totalité des conditions sociales historiquement données. Le fait que Marx en soit venu à négliger la philosophie n'altère en rien sa reconnaissance de l'idéologie et de la philosophie comme forces sociales réelles qui doivent

être maîtrisées à la fois sur leur propre terrain et par un changement des conditions auxquelles elles sont reliées.

X  
X X

Cette attention nouvelle que Korsch portait aux relations entre le marxisme et la philosophie ne provenait pas d'un intérêt spécial pour la philosophie ; c'était plutôt un besoin, un désir, de débarrasser le marxisme d'alors de ses scories idéologiques et dogmatiques ; c'était une conséquence théorique de la nouvelle tendance révolutionnaire libérée par la guerre et la révolution. En effet, on peut tout aussi bien appliquer le marxisme, qui élucide la relation dialectique entre la conscience sociale et sa base matérielle, au marxisme et au mouvement ouvrier. Il n'y a pas à s'étonner que le marxisme de 1848 et du "Manifeste communiste" soit différent d'un mouvement marxiste qui s'est développé - parallèlement à un capitalisme en expansion - dans une longue période non révolutionnaire qui ne s'est achevée, d'ailleurs temporairement, qu'à la suite des bouleversements révolutionnaires de la première guerre mondiale. Le "révisionnisme" marxiste n'était que la théorie d'une pratique non révolutionnaire, "l'orthodoxie" marxiste, une théorie séparée de toute pratique qui, par conséquent, servait indirectement de soutien idéologique au réformisme bourgeois.

Le nouveau mouvement révolutionnaire, né de la révolution russe, se donnait comme restaurateur du marxisme originel. Mais, pour Korsch, ce ne pouvait être qu'une restauration apparente et idéologique. Elle ne saurait éliminer le besoin d'un nouveau développement de la théorie et de la pratique marxistes qui soit en accord avec la situation historique spécifique dans laquelle se trouvait le mouvement révolutionnaire-même. Cependant, dans une première tentative de combattre la pratique non révolutionnaire, c'est-à-dire contre-révolutionnaire, du mouvement réformiste, se servir de la théorie de Marx était malgré tout un progrès car c'était de nouveau poser la question de la révolution et de la dictature du prolétariat.

Le mot d'ordre du mouvement révolutionnaire était "Tout le pouvoir aux Conseils ouvriers". Quelque vagues que fussent les idées qu'il recouvrait, ce mot d'ordre exprimait la volonté révolutionnaire d'un prolétariat, doué d'une conscience de classe, d'en finir avec la société capitaliste. Même si, en ce qui concerne la Russie, il y avait dès le début un large fossé qui paraissait infranchissable entre l'idée soviétique et la possibilité de la réaliser, ce n'était pas une raison pour ne pas tenter une solution révolutionnaire dans des nations plus favorisées. Si la révolution prolétarienne réussissait en occident, peut-être pourrait-elle créer les nouvelles conditions nécessaires à un développement socialiste des nations moins développées industriellement. Comme tous les révolutionnaires de cette époque, Korsch accueillit la révolution bolchévique en se rangeant aux côtés des ouvriers révolutionnaires d'Allemagne et d'ailleurs.

Mais, à partir de 1921, la vague révolutionnaire d'après-guerre commença de refluer et, avec elle, l'espoir d'une révolution mondiale.

La contre-révolution en occident ne pouvait qu'affecter le caractère de la révolution russe. Quelles qu'aient été ses aspirations internationales à ses débuts, le fait qu'elle avait un caractère national et local, limitait ses possibilités révolutionnaires et, en définitive, la fit apparaître comme un avatar particulier de la contre-révolution internationale. Le régime bolchévique de Russie ne pouvait subsister qu'en faisant complètement ce qu'idéologiquement il était contraint de rejeter : développer et étendre le mode de production capitaliste. Ce n'était pas là le but originel du bolchévisme mais, maintenant, l'ancien but n'était plus qu'une fiction idéologique, sans lien avec la structure économique du pays et ses forces sociales qui y étaient à l'oeuvre. Comme idéologie, ce but continua d'exister ; le marxisme en tant qu'idéologie passait au service d'une pratique non marxienne : la transformation de la Russie en Etat capitaliste moderne.

Dans ces conditions, on peut comprendre que "Marxisme et Philosophie" ait été, non seulement Kautsky et ses disciples mais, tout autant, les idéologues bolchéviques. Appliquer la conception matérialiste de l'histoire au marxisme lui-même revenait à mettre à nu l'opposition entre la théorie et la pratique, qui marquait l'ensemble du mouvement ouvrier d'alors. Le front commun qui se fit rapidement contre l'oeuvre de Korsch prouvait clairement que le mouvement léniniste était encore partie intégrante de "l'orthodoxie" de Kautsky. Tout comme l'adhésion idéologique de Kautsky aux "buts finaux" du socialisme ne servait au fond qu'à soutenir le réformisme "sans but" de Bernstein, le dogmatisme de Lénine ne pouvait fonctionner que comme la fausse conscience d'une pratique contre-révolutionnaire.

Les idéologues de la troisième internationale qualifièrent "Marxisme et Philosophie" d'"hérésie révisionniste". De leur point de vue ils avaient raison, puisqu'ils considéraient "l'orthodoxie" de Lénine et Kautsky comme le marxisme. La discussion (4) autour du livre de Korsch, qui paraissait purement théorique, prit rapidement un caractère plus politique. La stratégie communiste dans le monde d'après guerre comportait la participation aux gouvernements socialistes chaque fois que cela était possible, et le soulèvement révolutionnaire, quand les circonstances s'y prêtaient. Elle subit une défaite décisive en Allemagne lors des événements politiques de 1923. Il en résulta de nouvelles crises à l'intérieur du mouvement communiste. Des tendances droitières et ultra-droitières, gauchistes et ultra-gauchistes, apparurent et se disputèrent le contrôle des diverses organisations nationales de la Troisième Internationale. Si tel ou tel groupe devait de la ligne officielle, si ondoyante fût-elle, il se voyait attaqué, non pour une différence tactique, mais pour s'être écarté du marxisme lui-même. Et quand Korsch critiqua la politique communiste après les événements de 1923, on y vit une conséquence de sa position "hérétique" développée dans "Marxisme et Philosophie". Mais ce n'est qu'en 1926 que Korsch et son groupe furent exclus.

1926 fut une année favorable pour se rendre compte de la faiblesse réelle des soubressauts révolutionnaires qui suivirent la première guerre mondiale. Mais le capitalisme était loin de s'être stabilisé et le retour d'une vague révolutionnaire demeurait possible. Et pour Korsch (5), se préparer à ce retour exigeait une intensifica-

tion et non un adoucissement de la lutte de classes. Mais si la possibilité d'un nouveau soulèvement n'avait pas disparu, la contre-révolution, elle, se renforçait. Toutes les forces anticommunistes, de la droite réactionnaire à la gauche réformiste, se combinaient pour empêcher toute solution révolutionnaire de la crise existante. Ces forces trouvèrent dans les bolchéviques, contraints de maintenir et consolider le pouvoir du parti en Russie et dans le monde entier, des alliés indésirables mais efficaces. Le mouvement communiste international devint un instrument politique de l'Etat russe et cessa par là d'être une force révolutionnaire au sens de Marx. Il apparut à Korsch que subordonner le mouvement communiste international aux nécessités nationales de la Russie, c'était répéter l'histoire de la Deuxième Internationale à la veille de la première guerre mondiale ; c'est-à-dire sacrifier l'internationalisme prolétarien à l'impérialisme national.

Une critique de la politique bolchévique sur des détails était maintenant vide de sens, puisque ce qui déterminait cette politique n'était, ni une mauvaise interprétation de la situation réelle par rapport aux aspirations prolétariennes ou même l'absence de telles aspirations, ni non plus une théorie fautive que l'on aurait pu corriger par voie de discussion. Tout au contraire, cette politique prenait sa source directement dans les besoins concrets, spécifiques, de l'Etat russe, de son économie, de ses intérêts nationaux, de ceux de sa nouvelle classe dirigeante : les meneurs de jeu bolchéviques et leur suite de bureaucrates. Le communisme prolétarien serait obligé de briser avec la Russie et la Troisième Internationale, tout comme auparavant il avait dû rompre avec le social réformisme de la Seconde Internationale. Tout cela, bien sûr, condamnait, pour le moment, le communisme prolétarien. La combinaison des forces réelles et idéologiques du capitalisme traditionnel, de ses supporters social-réformistes et du capitalisme d'Etat russe drapé d'oripeaux marxistes, était plus que suffisante pour réduire à néant une minorité révolutionnaire encore incapable de reconnaître sa défaite.

Korsch et ses nouveaux amis des groupements communistes dits d'ultra-gauche (6) ne se firent jamais les avocats d'une conquête ou d'une réforme des organisations de la Troisième Internationale. Ils ne cherchèrent pas non plus à s'aligner sur l'une ou sur l'autre des fractions bolchéviques qui luttaient pour le contrôle de l'appareil d'Etat russe, à soutenir tel ou tel coup tactique destiné à sauvegarder le régime bolchévique. Ce qui importait aux yeux de Korsch, c'était l'apparition d'une opposition prolétarienne à la nouvelle forme bolchévique, capitaliste ou socialiste d'Etat, de production du capital. Et quant à la Russie, c'est avec le groupe dit du Centralisme Démocratique (décisme) surtout connu par l'un de ses fondateurs Sapronov, que Korsch établit des liens, parce que ce groupe soulignait le caractère de classe de la lutte prolétarienne contre le parti communiste russe.

Ce groupe s'était rendu compte que la lutte devait être menée en dehors du parti, parmi les ouvriers. Mais les décistes, comme les autres groupes d'opposition, devaient bientôt tomber, victimes de la terreur stalinienne

X  
X X

La Deuxième Internationale n'avait pu réussir à transformer le mouvement ouvrier en organisation contrôlant les travailleurs. La Troisième Internationale y parvint. Désormais, l'auto-détermination ouvrière devait s'affirmer contre toutes les organisations ouvrières existantes, qu'elles fussent politiques ou économiques. Le parti traditionnel de la démocratie bourgeoise et, avec lui, le syndicat, soit sous sa forme artisanale, soit sous sa forme industrielle, se révélaient des instruments de manœuvre aux mains des colossales bureaucraties du travail. Celles-ci identifiaient leurs propres intérêts au maintien du statu quo social, ou bien devenaient franchement des instruments de contrôle dépendant des gouvernements. Il était clair que les formes organisationnelles dans lesquelles Marx et Engels avaient mis, dans des circonstances toutes différentes, leurs espoirs pour un développement de la conscience de classe prolétarienne, ne pouvaient plus être considérées comme des forces d'émancipation. Bien plus, elles apparaissaient bientôt comme les nouvelles formes d'asservissement du prolétariat. Bien qu'à contre-cœur - vu l'inexistence d'aucune forme nouvelle et mieux adaptée d'organisation de la lutte de classe prolétarienne - Korsch en vint à reconnaître que la fin du capitalisme présuppose et comporte la fin des organisations ouvrières traditionnelles. C'est précisément au soutien que les ouvriers apportent à ces organisations que se mesure l'absence de la conscience de classe.

Cependant, bien que passagères et localisées au début, des manifestations d'indépendance prolétarienne se font jour dans des actions directes tendant à des objectifs de classe ; Korsch les considérait comme autant de signes d'une renaissance de la conscience de classe prolétarienne au sein d'une expansion totalitaire des contrôles autoritaires sur des sphères de plus en plus étendues de la vie sociale. Là où on pouvait trouver de telles actions indépendantes de la classe ouvrière, le marxisme révolutionnaire n'était pas mort. Et le point crucial de la renaissance d'un mouvement révolutionnaire ne se déterminait pas par l'adhésion idéologique à la doctrine marxiste, mais dans l'action de la classe ouvrière pour son propre compte. Jusqu'à un certain point, ce genre d'action était encore pratiqué dans le mouvement anarcho-syndicaliste ; Korsch se tourna vers les anarchistes sans pour autant abandonner ses conceptions marxistes. Il se tournait, non vers les anarchistes petit bourgeois, idéologues du laisser-faire, mais vers les travailleurs anarchistes et les paysans pauvres d'Espagne, qui n'avaient pas encore succombé sous les coups de la contre-révolution internationale ; laquelle avait fait, du nom-même de Marx l'un de ses symboles.

La doctrine marxiste ne s'était intéressée à l'anarchisme que, comme on l'a souvent prétendu, pour remettre à leur place les éléments anarchistes qui jouèrent un rôle dans la formation de la Première Internationale. Les anarchistes mettaient l'accent sur la liberté et la spontanéité, sur l'auto-détermination et, par conséquent, sur la décentralisation, sur l'action plutôt que sur l'idéologie, sur la solidarité plutôt que sur les intérêts économiques. C'était précisément ces qualités qui faisaient défaut à un mouvement socialiste, qui aspirait à l'influence politique et au pouvoir, dans des nations où le capitalisme était en expansion. Korsch se souciait peu de savoir si cette interprétation, marquée d'anarchisme, du marxisme révolutionnaire était fidèle à Marx ou non. L'important, dans les conditions du capita

au vingtième Siècle, était de retrouver ces attitudes anarchistes pour ressusciter un mouvement ouvrier. Korsch soulignait que le totalitarisme russe était étroitement lié à la conviction de Lénine que l'on devait craindre, plutôt que stimuler, la spontanéité de la classe ouvrière et que certaines couches non prolétariennes de la société - l'intelligentsia - avaient pour fonction d'apporter aux masses la conscience révolutionnaire, celles-ci étant incapables d'acquiescer par elles-mêmes leur propre conscience de classe.

Lénine ne fit que dégager et adapter aux conditions russes, ce qui, silencieusement sans doute, avait depuis longtemps pris place dans le mouvement socialiste, savoir : le règne de l'organisation sur les organisés, le contrôle de l'organisation par la hiérarchie des dirigeants.

x

x x

La révolution bourgeoise avait lancé les idées de liberté et d'indépendance, de raison et de démocratie, mais ces idées ne pouvaient se réaliser dans la société de classe bourgeoise. La critique de l'économie politique menée par Marx était donc par là-même un programme de révolution prolétarienne pour l'abolition des relations de classe. Peu importait que la plus grande partie du monde se trouvât dans les affres de la révolution bourgeoise ou eût encore à les subir. Là où une telle révolution avait triomphé, du même coup, avait été créée sa négation : les aspirations du prolétariat industriel. La révolution bourgeoise n'était pas la fin, mais au contraire le début d'une révolution sociale "en permanence", qui ne cesserait que lorsqu'elle ne serait plus l'instrument du développement social, c'est-à-dire dans la société sans classe. On ne pouvait prédire la durée de ce processus, qu'en fonction du développement de la conscience de classe, de l'intensité des luttes réelles du prolétariat. Quoi qu'il en fût, l'existence d'une telle conscience et des luttes prolétariennes pour des objectifs de classe, même restreintes aux cadres de la révolution bourgeoise, permettait de prédire que la révolution prolétarienne serait le produit final du développement capitaliste.

Mais, le monde étant propriété de la bourgeoisie, les fonctions révolutionnaires du prolétariat devaient être uniquement et strictement d'ordre critique et cela aussi bien dans le domaine de la théorie que dans celui de la pratique. Cette critique devait même porter sur les lacunes de la révolution bourgeoise puisque l'on considérait le capitalisme comme la précondition du socialisme. Mais, le développement du capitalisme s'accélérait et sa durée de vie raccourcissait par suite de l'initiative croissante de la classe ouvrière et simultanément des actions de classe du prolétariat. Là où il était nécessaire de soutenir la révolution bourgeoise, ce n'était que pour créer une base de départ pour la révolution prolétarienne. Une telle action ne pouvait se passer d'une conscience de classe claire, constamment en éveil, ne perdant pas de vue le but socialiste, sous peine de devenir un soutien pur et simple de la bourgeoisie. Le fait que Marx soutenait et encourageait les mouvements nationalistes et

démocratiques bourgeois n'était pas en contradiction avec sa théorie de la révolution prolétarienne mais, tout simplement, prouvait qu'il existait encore un fossé entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, entre l'apparition de la classe ouvrière et son émancipation.

L'échec des révolutions de 1848 et le développement du capitalisme qui s'ensuivit, dans une ambiance contre-révolutionnaire, ne pût empêcher la croissance du mouvement ouvrier. Ce mouvement, né de la révolution bourgeoise, s'adapta aux conditions non révolutionnaires issues du compromis entre la classe bourgeoise montante et l'Etat semi-féodal. Mais, même dans les pays où le gouvernement n'était que l'exécutif de la classe dirigeante capitaliste, le mouvement ouvrier ne fit pas montre pour autant d'un caractère révolutionnaire, contrairement aux attentes de Marx. Le programme politique tracé par Marx en 1848 perdait tout rapport réel avec l'état des relations capital-travail dans une société bourgeoise avancée. Il y avait maintenant place pour un programme réformiste, agrémenté d'idéologie marxiste, partout où les traditions de 1848 restaient à l'honneur.

Marx ne soutenait pas les révolutions bourgeoises par considération tactique, afin de conquérir le contrôle de ces révolutions et les transformer en révolutions prolétariennes, en socialisme. Il cherchait seulement à soutenir réellement la formation d'une classe dont la naissance ferait également éclore sa contre-partie : la classe prolétarienne, et assurerait ainsi, comme terme à ses succès, l'avènement d'une nouvelle révolution. Ce soutien, lié aux conditions de l'Europe de 1848, perd tout sens quand ces conditions ont disparu. Et le Marx du "Capital" et de la Première Internationale, ne considérerait déjà plus la classe ouvrière comme fer de lance de la révolution bourgeoise ; il la voyait uniquement préoccupée de ses propres buts de classe, sa lutte contre la bourgeoisie, puisque cette dernière n'en était plus à s'opposer au féodalisme mais en recueillait les restes.

Cette situation n'était visiblement pas celle de la Russie. Les conditions sociales y semblaient analogues à celles de l'Europe de 1848. Bourgeois et prolétaires affrontaient, l'un comme l'autre, et les conditions semi-féodales du tzarisme, et les aspirations non socialistes des masses paysannes. Une révolution approchait, mais qui ne serait ni prolétarienne au sens de Marx, ni bourgeoise au sens de la Révolution française. Elle devait contenir des éléments des deux, mais serait avant tout une révolution paysanne dans un pays encore arriéré du point de vue du capital, un pays déjà sous le contrôle du marché capitaliste mondial et par là mêlé aux activités tant capitalistes et impérialistes que socialistes, aux diverses convulsions qui constituent la politique nationale et internationale.

On sait au Lénine pensait que la révolution escomptée en Russie serait une révolution bourgeoise et démocratique, mais il n'en baptisa pas moins la révolution réelle de "prolétarienne" parce que les bolchéviques réussirent à s'emparer de l'Etat et que les bolchéviques étaient un parti marxiste. La loi totalitaire du parti s'étendit lentement sur toute la société, mais fût présentée comme "dictature du prolétariat" bien que le prolétariat, proclamé classe dominante,

eut d'abord à être créé par une transformation forcée de la Russie arriérée en Etat industriel moderne. On en vint à considérer que le laps de temps écoulé entre le début de la révolution et la prise du pouvoir par les bolchéviques constituait la transition de la révolution bourgeoise démocratique à la révolution prolétarienne, ou plutôt l'entrelacement des révolutions bourgeoise et prolétarienne. Ceci revenait à éliminer toute une étape du développement social par des méthodes politiques, à créer le prolétariat et les préconditions du socialisme, non par les relations capitalistes de classe mais par les moyens combinés de l'idéologie marxiste et du pouvoir direct de l'Etat. C'était une position entièrement non marxiste, mais qui pouvait se justifier à condition de concevoir la révolution russe, non comme une affaire nationale, mais comme partie d'un processus révolutionnaire mondial. Ce dernier l'emportant, il eut réuni les régions arriérées du monde aux pays socialistes tout comme auparavant le capitalisme, malgré des différences d'un pays à l'autre, avait rassemblé toutes les nations dans une économie mondiale déterminée par le capital.

Aussi longtemps qu'il exista une possibilité d'extension vers l'Occident, la tentative de Lénine pour conduire la Révolution russe au-delà de ses limites objectives, s'accordait aux nécessités d'une révolution prolétarienne en Occident. Cependant, si cette révolution n'éclatait pas, cet accord s'évanouissait. Mais des mouvements de l'importance du bolchévisme, s'ils peuvent échouer, ne peuvent alors ressusciter. Une fois au pouvoir, il fallait s'y cramponner à tout prix ; l'abandonner n'était pas reculer, mais mourir. Et rester au pouvoir, c'était se soumettre à la loi marxiste que les forces productives déterminent les relations sociales de production et, par là, les superstructures politiques et non l'inverse. Ce que la bourgeoisie avait accompli dans les autres nations, c'est-à-dire la création du capital par "l'accumulation primitive" et l'exploitation du prolétariat, devait l'être ici par un parti se disant marxiste. Qu'on ait conservé pour cela l'idéologie marxiste n'est pas pour surprendre, car, dans le capitalisme également, l'idéologie régnante ne réfléchit pas les conditions réelles. N'est-ce pas le rôle des idéologies de masquer et de justifier une pratique sociale inacceptable ?

La digression précédente avait pour but de résumer les idées exposées et les positions prises par Korsch dans un certain nombre d'articles sur les rapports entre les révolutions russe, bourgeoise et prolétarienne. Marx avait dû tenir compte des réalités créées par la révolution bourgeoise et ses conséquences, alors qu'il ne voyait dans le capitalisme qu'un stade intermédiaire d'un processus révolutionnaire destiné à culminer dans le socialisme. De même, Korsch avait à prendre parti sur les questions posées par la révolution bolchévique et son caractère particulièrement non marxiste. Aussi longtemps que les conditions permettaient d'espérer une révolution en occident - c'est-à-dire pendant la période dite "héroïque" de la Révolution russe, celle du communisme de guerre et de la guerre civile - le parti était tout pris. S'opposer au régime bolchévique dans de telles circonstances, s'était rejoindre la contre-révolution, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. Quelles qu'aient pu être leurs restrictions mentales, les révolutionnaires allemands devaient, par nécessité, soutenir la révolution russe. Ce ne fut que lorsque les bolchéviques eux-mêmes se tournèrent contre les révolu-

tionnaires russes et ceux de l'occident - tout en recherchant la paix avec le monde capitaliste - qu'il devint possible de se retourner contre le régime bolchévique sans, du même coup, prêter main forte à la contre-révolution internationale.

Bien que le marxisme puisse éclaircir des situations analogues à celles qui existaient dans la Russie d'avant les bolchéviques ou dans d'autres pays peu développés, il ne peut fournir aucun programme de reconstruction sociale pour les mouvements révolutionnaires qui s'y manifestent. Son domaine est restreint à la révolution prolétarienne dans les pays avancés, mais dans ces pays la révolution ne s'est pas mise en marche ou, quand elle l'a fait, elle a échoué. Et, là où une révolution sociale pût réussir - en Russie - elle n'eût pas un caractère prolétarien. Elle n'en emprunta pas moins son idéologie au marxisme car l'idée de révolution était indissolublement liée à celle de socialisme marxien. Cette situation rendit nécessaire de dissocier une telle révolution du socialisme prolétarien et, pour cela, de délimiter le sens véritable et limité de la doctrine marxiste.

x  
x x

Korsch affirmait que toutes les thèses marxistes "ne représentent qu'une esquisse historique de l'ascension et du développement du capitalisme en Europe occidentale. Le marxisme n'a de validité universelle en dehors de ce domaine que dans le sens où toute connaissance empirique approfondie des formes naturelles et historiques s'applique à des cas nombreux, ne se limitant donc pas au seul exemple étudié" (7). Le marxisme opère donc "à deux niveaux de généralité : comme loi générale du développement historique, et c'est le matérialisme historique ; et comme loi particulière du développement du mode de production capitaliste d'aujourd'hui et de la société bourgeoise qui en résulte" (8). Dans ce dernier cas, il ne s'intéresse pas "à la société capitaliste réelle dans la période où elle s'établit et se renforce, mais à la société capitaliste sur son déclin, où l'on peut voir à l'oeuvre et démontrer l'existence de tendances conduisant à son écroulement et à sa décadence" (9).

"Le Capital", de Marx, étant une critique de l'économie politique, il est, bien entendu, une contribution à la science économique. Si on l'examine à la lumière du matérialisme historique, l'économie politique n'apparaît pas seulement comme un système théorique de propositions vraies ou fausses, mais comme la mise au clair d'une partie de la réalité historique, en l'occurrence la totalité et l'histoire de la seule société bourgeoise. C'est parce que cette totalité forme le sujet-même du "Capital" que cette oeuvre est une théorie tout à la fois historique, sociologique et économique.

Soumise aux mécanismes concurrentiels du marché et aux rapports d'exploitation du capital et du travail, la science économique bourgeoise n'a que des fonctions descriptives et idéologiques. Elle peut bien lutter pour obtenir quelques possibilités d'application pratiques, sa structure de science "indépendante" lui interdit tout succès. Au contraire, la théorie marxiste, en dépit de son caractère socio-

économique, ne cherche pas à enrichir la science de l'économie mais veut la détruire en détruisant les relations sociales que cette science s'efforce de justifier et de défendre. Le marxisme ne veut comprendre l'économie capitaliste que dans la mesure où cette compréhension peut aider à détruire le capitalisme ; il n'est jamais "opérationnel" au sens bourgeois du terme. Cette science économique "que la classe prolétarienne a hérité de la bourgeoisie ne peut pas non plus être transformée en arme théorique de la révolution prolétarienne, par la simple élimination de ses tendances bourgeoises et par l'élaboration méthodique de ses prémisses" (10). Pour en finir avec l'exploitation du travail "on ne doit pas recourir à une interprétation différente de l'économie bourgeoise, mais, au travers d'un changement réel dans la société, déterminer une situation pratique où les lois de cette économie cessent d'être valables et où la science économique, vidée de son contenu, s'évanouit purement et simplement" (11).

Selon Korsch, l'analyse économique de Marx ne s'applique qu'aux conditions bourgeoises. La production du capital n'est pas une relation entre l'homme et la nature "mais une relation entre les hommes et les hommes, fondée sur une relation entre les hommes et la nature". Les recherches économiques et sociales de Marx, en leur développement ultime, ont transcendé toutes les formes et phases de l'économie bourgeoise et ont démontré que "les idées et les principes les plus généraux de l'économie politique sont purement et simplement des concepts fétiches qui masquent les relations sociales réelles existant entre individus et classes à une époque déterminée de la formation socio-économique" (12). Il n'est pas de voie vers la société sans classe qui n'implique la destruction des relations sociales fétichiques de la production du capital et une société vraiment socialiste ne peut reposer sur la "loi de la valeur". Les frontières précises, le caractère de spécificité que Korsch assigne aux théories sociales et économiques de Marx, interdisent toute tentative de considérer le marxisme comme le simple phase d'un développement, sans évolution de continuité de la théorie économique ; elles vouent à l'échec tout essai d'utiliser "l'économie marxienne" à des fins socialistes.

x  
x x

Le principe de spécificité s'applique tout autant "à la philosophie marxiste". Sans négliger le fait que Marx ait accepté sans réticence la primauté génétique de la nature extérieure à tous les événements historiques et humains, Korsch considère que le marxisme ne s'intéresse au premier chef qu'aux phénomènes et interrelations de la vie sociale et historique, sur laquelle il peut exercer une influence pratique. Eriger le matérialisme dialectique en loi éternelle du développement cosmique, à la manière d'Engels et de son disciple Lénine, est entièrement étranger à Marx. Le fait qu'Engels soit l'initiateur de cette erreur permet de comprendre la raison pour laquelle la théorie de la révolution prolétarienne a été si précocement changée en une "Weltanschauung", sans aucun lien avec la lutte de classe prolétarienne. Sous cette forme idéologique, le marxisme pourrait être utilisé à des fins absolument étrangères au prolétariat, ainsi que le firent Lénine et "l'intelligentsia" dans leur lutte pour moderniser la société russe.

Etant donné, en outre, que pendant sa propre activité révolutionnaire, Marx s'était principalement intéressé à la formation d'un parti politique révolutionnaire, on pouvait croire que Lénine était fidèle au marxisme révolutionnaire en attribuant plus d'importance au parti qu'au prolétariat. Certes, Marx avait parlé de la destruction finale du mode fétichique de la production capitaliste par une nouvelle organisation sociale, consciente et directe du travail, mais ses déclarations à ce propos ne laissaient pas d'être obscures. On pouvait les interpréter de diverses manières, en particulier parce que Marx concevait la transformation du capitalisme en socialisme, non pas comme un seul acte révolutionnaire, mais comme un processus révolutionnaire qui, pendant un certain temps, ne pourrait que conserver de nombreux caractères de la société bourgeoise. L'économie planifiée, contrôlée par en haut, le nouvel appareil d'Etat réalisant la dictature du parti, autant de choses qui pouvaient apparaître en accord avec la théorie marxiste si on les considérait comme des étapes transitoires dans la marche vers une société socialiste sans Etat et se déterminant elle-même. En effet, à ce point du raisonnement, le matérialisme scientifique de Marx s'est changé en attente utopique.

Le fait que "l'orthodoxie" marxiste de Lénine et sa pratique révolutionnaire avaient pu se trouver au service d'une révolution, capitaliste en fin de compte - même si son cours avait été modifié par les circonstances historiques - témoignait que le marxisme développé par Marx et Engels et le mouvement ouvrier dès le début n'avait pu se dégager de leur héritage bourgeois. Et bien des points de la théorie et de la pratique marxistes qui, autrefois semblaient anti-bourgeois, apparaissaient maintenant comme assimilables par le mode capitaliste de production. Ce qui paraissait une route vers le socialisme avait mené vers un type nouveau de capitalisme. Ce qui, dans la perspective marxiste, semblait transcender le capitalisme se révélait être une nouvelle méthode de perpétuer le système capitaliste d'exploitation. Et quand Korsch se mit à critiquer "l'orthodoxie" marxiste et "l'orthodoxie" léniniste en particulier, il se livra du même coup à une critique du marxisme lui-même et, par conséquent, à une auto-critique.

En général, réagissant à l'échec du marxisme, les marxistes académiques cessèrent d'être marxistes. Certains se consolèrent en constatant que le marxisme disparaissait en tant qu'école de pensée indépendante et que les diverses sciences sociales bourgeoises s'incorporaient ce qu'elles pouvaient en assimiler. C'était-là une reconnaissance triomphale du génie de Marx. D'autres déclarèrent purement et simplement le marxisme dépassé, disparu avec le capitalisme du "laissez faire" et avec tous les autres aspects de l'époque victorienne. Ils oublièrent, ainsi que Korsch le mit en évidence, que l'analyse marxienne des réalisations du mode capitaliste de production et de son développement historique gardait toute sa valeur. Aucun des problèmes sociaux qui se posaient dans le monde du temps de Marx n'a cessé de se poser aujourd'hui, dans le monde qui va visiblement vers sa propre destruction. Tous ces gens n'ont fait que constater que, dans la conjoncture actuelle, il n'y a pas trace d'un prolétariat révolutionnaire au sens de Marx et ils en ont conclu qu'un tel prolétariat n'existera pas demain.

Mais le prolétariat, non seulement existe, mais augmente sur tout le globe par suite de l'industrialisation capitaliste des anciens pays

sous-développés. Il augmente également dans les pays avancés par suite de la prolétarianisation résultant de la concentration et de la centralisation du capital, inexorables, renforcées encore par des méthodes politiques même si, temporairement, dans certains pays, il est possible d'éviter les conséquences sociales de ce processus par une croissance extraordinaire de la productivité, génératrice de stabilité sociale, la croissance de la production n'en est pas moins limitée à cause des relations de classe existantes. Bref, toutes les contradictions capitalistes restent intactes et elles exigent tout autre chose que des solutions capitalistes. Et pour Korsch, ce que l'on peut conclure de la période actuelle de contre-révolution, c'est que l'évolution capitaliste n'a pas atteint ses limites historiques extrêmes lorsque le capitalisme libéral et le socialisme réformiste ont atteint les limites de leurs possibilités d'évolution.

Toutes les imperfections de la théorie révolutionnaire de Marx - que l'on peut rétrospectivement expliquer par les circonstances qui les ont fait naître - n'altèrent pas, selon Korsch, le fait que le marxisme demeure supérieur à toute autre théorie sociale, même aujourd'hui, et cela malgré son échec patent comme mouvement social. C'est cet échec-même qui conduit, non au rejet du marxisme, mais à une critique marxiste du marxisme, c'est-à-dire à une prolétarianisation accrue du concept de révolution sociale. Et pour Korsch, il ne faisait aucun doute que la période de contre-révolution serait limitée historiquement comme n'importe quoi d'autre, que les nouvelles forces productives de la société, prenant corps dans une révolution socialiste, viendraient à se réaffirmer et élaborer la théorie révolutionnaire à leur tâche pratique. Cependant si, pour le moment, il apparaît prématuré d'espérer de nouveaux soulèvements révolutionnaires de caractère prolétarien, qui sait s'il n'est pas déjà trop tard ?

- Traduit de l'anglais -

Paul MATTICK  
Boston

- (1) Extrait des "Cahiers de l'I.S.E.A. (série S, 7).
- (2) Rassemblées sous le titre de "Marxismus und Philosophie" - Grünberg Archiv (1923) - 2ème édition augmentée, Leipzig 1930.
- (3) Die materialistische Geschichtsauffassung. Eine Auseinandersetzung mit Karl Kautsky (Grünberg's Archiv., XIV, 1929).
- (4) Cette discussion englobait également le livre de George LUKACZ "Histoire et conscience de classe" (Berlin 1923) qui, comme le livre de KORSCH, était qualifié de déviation idéaliste du marxisme.
- (5) K. KORSCH : "Der Weg der Komintern", Berlin, 1926.
- (6) "Kommunistische Arbeiter Partei, Allgemeine Arbeiter Union", et les groupes politiques liés à F. PFEMPFERT, O. RÜHLE et le journal "die Aktion".

- (7) Introduction au "Capital", Berlin, 1933, p. 33.
- (8) Ibidem.
- (9) K. KORSCH : "Why I am a Marxist". - "Modern Monthly", New York, vol. IX, n° 2, p. 88.
- (10) K. KORSCH : "K. Marx", Londres, 1938, p. 90.
- (11) Ibid., p. 91.
- (12) Ibid., p. 114.

=====

Il nous paraît utile de placer à la suite de cette étude de Mattick, les "Thèses sur Hegel et la révolution" et les "Dix thèses sur le Marxisme aujourd'hui" dans lesquelles Korsch a en quelque sorte condensé l'essentiel de ses conclusions. Elles sont extraites de "Marxisme et Philosophie", de Karl Korsch, collection "Arguments", Editions de Minuit.

x  
x x

### THESES SUR HEGEL ET LA REVOLUTION (1)

I.-On ne peut comprendre la philosophie hégélienne et sa méthode dialectique que dans sa connexion avec la révolution.

1°-Elle est issue historiquement du mouvement révolutionnaire de son époque.

2°-Elle a rempli la tâche de traduire dans la pensée le mouvement révolutionnaire de son temps.

3°-La pensée dialectique est révolutionnaire aussi quant à la forme :

a) Détachement des données immédiates, rupture radicale avec ce qui existe, culbute, nouveau commencement ;

b) Principe de l'opposition et de la négation ;

c) Principe du changement et du développement incessant - du bond qualitatif.

4°-Concurremment avec le développement ultérieur de la société bourgeoise, la tâche révolutionnaire disparaît inévitablement dans la philosophie et la science bourgeoises.

II.-On ne peut critiquer la philosophie hégélienne et sa méthode dia-

lectique sans la concevoir en connexion avec le caractère historique concret du mouvement révolutionnaire de son époque.

1°-Elle est une philosophie, non point de la révolution en général, mais de la révolution bourgeoise des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

2°-Même comme philosophie de la révolution bourgeoise, elle n'exprime pas tout le processus de cette révolution, mais seulement sa dernière conclusion. En ce sens, elle est une philosophie, non de la révolution mais de la restauration.

3°-Cette double détermination historique apparaît sous forme d'une double limitation du caractère révolutionnaire de la dialectique hégélienne :

a) En dépit de la dissolution dialectique de tous les éléments figés, la dialectique hégélienne aboutit à une nouvelle congélation ; congélation de la méthode dialectique elle-même et, avec elle, de tout le contenu dogmatique du système philosophique édifié sur elle par Hegel.

b) La pointe révolutionnaire contenue dans le premier élan de la méthode dialectique, Hegel, dans sa synthèse, la ramène artificiellement au "cercle", au rétablissement du concept de la réalité immédiate et à la réconciliation avec cette réalité, à la glorification de ce qui existe.

III.-Marx-Engels, d'abord, et Lénine après eux, ont "sauvé" la dialectique consciente en la transférant de la philosophie idéaliste allemande dans la conception matérialiste de la nature et de l'histoire, de la théorie révolutionnaire bourgeoise dans la théorie révolutionnaire prolétarienne. Ce "sauvetage par transfert" (2) n'a - historiquement et théoriquement - que le caractère d'une transition. Ce qu'il a créé est une théorie de la révolution prolétarienne, non point telle qu'elle s'est développée sur sa propre base, mais au contraire telle qu'elle venait de sortir de la révolution bourgeoise, donc une théorie empreinte à tous points de vue, quant à son contenu et à sa méthode, des marques du jacobinisme, de la théorie révolutionnaire bourgeoise.

x  
x x

### DES THÈSES SUR LE MARXISME AUJOURD'HUI (3)

1°- Il est désormais dépourvu de sens de se demander dans quelle mesure l'enseignement de Marx et d'Engels est, à notre époque, théoriquement recevable et pratiquement applicable.

2°- Toutes les tentatives pour rétablir la doctrine marxiste comme un tout et dans sa fonction originelle de théorie de la révolution sociale de la classe ouvrière, sont aujourd'hui des utopies réactionnaires.

- 3°- Toutefois, pour le bien comme pour le mal, des éléments fondamentaux de l'enseignement marxien conservent leur efficacité après avoir changé de fonction et de théâtre. De plus, la praxis de l'ancien mouvement ouvrier marxiste a donné de puissantes impulsions aux divergences pratiques qui opposent aujourd'hui les peuples et les classes.
- 4°- Le premier pas à faire, pour remettre debout une théorie et une pratique révolutionnaires, consiste à rompre avec ce marxisme qui prétend monopoliser l'initiative révolutionnaire et la direction théorique et pratique.
- 5°- Marx n'est aujourd'hui qu'un parmi les nombreux précurseurs fondateurs et continuateurs du mouvement socialiste de la classe ouvrière. Non moins importants sont les socialistes dits utopiques, du temps de Thomas Moore au nôtre. Non moins importants sont de grands rivaux de Marx, tels que Blanqui, et des ennemis irréductibles tels que Proudhon et Bakounine. Non moins importants, en dernier résultat, les développements plus récents tels que le révisionnisme allemand, le syndicalisme français et le bolchévisme russe.
- 6°- Particulièrement critiqués sont, dans le marxisme, les points suivants :
- a) Le fait d'avoir été pratiquement subordonné aux conditions économiques et politiques peu développées, en Allemagne et dans tous les autres pays de l'Europe centrale et orientale où il allait acquérir une importance politique ;
  - b) Son attachement inconditionnel aux formes politiques de la révolution bourgeoise ;
  - c) L'acceptation inconditionnelle de prendre l'état économique avancé de l'Angleterre comme modèle pour le futur développement de tous les pays et comme condition objective préalable de la transition au socialisme. A quoi s'ajoutent :
  - d) Les conséquences de ses tentatives répétées, désespérées et contradictoires, pour briser ces conditions.
- 7°- De ces conditions, en effet, ont résulté :
- a) La surestimation de l'Etat comme instrument décisif de la révolution sociale ;
  - b) L'identification mystique du développement de l'économie capitaliste avec la révolution sociale de la classe ouvrière ;
  - c) Le développement ultérieur, ambigu, de cette première forme de la théorie marxienne de la révolution par la greffe artificielle d'une théorie de la révolution communiste en deux phases ; cette théorie, dirigée d'une part contre Blanqui, d'autre part contre Bakounine, escamote du mouvement présent l'implication réelle de la classe ouvrière, et la repousse dans un avenir indéterminé.

- 8°- Ici se trouve le point d'insertion du développement léniniste ou bolchéviste ; et c'est sous cette nouvelle forme que le marxisme a été transféré en Russie et en Asie. Simultanément s'est opéré le développement du socialisme marxiste, qui, de théorie révolutionnaire, est devenue pure idéologie. Cette idéologie pouvait être et a été subordonnée à toute une série d'objectifs divers.
- 9°- C'est sous ce point de vue qu'il convient de juger avec un esprit critique les deux révolutions russes de 1917 et de 1928, et c'est sous ce point de vue qu'il faut déterminer les fonctions remplies aujourd'hui par le marxisme, en Asie et à l'échelle mondiale.
- 10°-Le pouvoir de disposer de la production de leur propre vie ne résultera pas du fait pour les ouvriers d'occuper les positions abandonnées, sur les marchés internationaux et sur le marché mondial, par la concurrence auto-négatrice et soi-disant libre des propriétaires monopolistes des moyens de production. Ce pouvoir ne pourra résulter que de l'intervention concertée (planmäßig) de toutes les classes, aujourd'hui exclues, dans une production qui, aujourd'hui déjà, tend sous tous les rapports vers la régulation monopoliste et planifiée.

---

(1) Traduction empruntée à "La Critique Sociale" (mars 1932) et reproduite dans la revue "Arguments" (n° 16, 1959).

(2) "Hinüberrettung". - Guillemets dans l'original.

(3) Traduites de l'allemand par Maximilien Rubel et Luis Evrard et publiées pour la première fois dans "Arguments" (n° 16, 1959).